

**MINISTERE DU DEVELOPPEMENT
INDUSTRIEL, DU COMMERCE, DE
L'ARTISANAT ET DES PETITES ET
MOYENNES ENTREPRISES**

SECRETARIAT GENERAL

**DIRECTION GENERALE DES ETUDES
ET DES STATISTIQUES
SECTORIELLES**



BURKINA FASO
Unité – Progrès- Justice

Tableau de Bord Statistique 2021

Novembre 2022

AVANT-PROPOS



Le Ministère du Développement Industriel, du Commerce, de l'Artisanat et des Petites et Moyennes Entreprises, s'est engagé dans la production et la diffusion des informations statistiques dans les domaines relevant de ses compétences. Cela traduit la dynamique du département à fournir des indicateurs fiables contribuant à orienter les prises de décisions dans les différents secteurs de l'économie nationale. La production régulière des données statistiques est une

nécessité car indispensable pour apprécier les résultats atteints dans la planification du développement et éventuellement pour corriger les écarts.

Le tableau de bord statistique analyse l'évolution des principaux indicateurs du secteur, contenus dans l'annuaire statistique sur la période 2012-2021. Il a pour objectif d'aboutir à de meilleures prises de décisions de la part des pouvoirs publics ainsi que des investisseurs.

J'invite l'ensemble des structures à maintenir et à conjuguer leurs efforts, afin de relever les défis qui s'imposent en matière de production statistique. Aussi, je les exhorte à faire sien ce document et à travailler dans l'amélioration continue de sa qualité, en renforçant la fiabilité de notre système statistique.

J'exprime ma profonde reconnaissance et mes remerciements à tous les acteurs aussi bien internes qu'externes au département, pour leurs contributions indispensables à la réalisation de la présente édition.

Tout en vous souhaitant une bonne lecture, j'ose espérer que ce document contribuera à améliorer la visibilité des actions de développement en matière d'industrie, de commerce et d'artisanat.



Serge Gnanioum **PODA**
Le Ministre

Ministre du Développement Industriel,
du Commerce, de l'Artisanat et des
Petites et Moyennes Entreprises

SOMMAIRE

SIGLES ET ABREVIATIONS	5
Contexte	13
1. MOYENS DU MINISTERE DU DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL, DU COMMERCE, DE L'ARTISANAT ET DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES	15
1.1. Moyens humains.....	15
1.2. Moyens financiers	17
2. LES ENTREPRISES	19
2.1. Les entreprises enregistrées aux CEFORE	19
2.2. Les sociétés d'Etat	21
3. L'ENVIRONNEMENT DES ENTREPRISES	23
3.1. Quelques indicateurs économiques sur l'environnement des entreprises	23
3.2. Documents d'investissements	25
3.3. Documents de commerce	27
4. LA PROPRIETE INDUSTRIELLE	29
5. NORMALISATION ET PROMOTION DE LA QUALITE	31
6. LES ENTREPRISES INDUSTRIELLES	34
6.1. L'Indice de prix de production de l'industrie	34
7. COMMERCE	37
7.1. Le commerce extérieur.....	37
7.2.1 Principaux produits exportés	39
7.2.2 Principaux produits importés	42
7.2. Le commerce intérieur	45
7.2.1 Prix de détail de céréales sur quelques marchés.....	45
7.2.2 Prix de bétail sur quelques marchés.....	48
7.2.3 Prix des hydrocarbures	51
7.2.4 Indice harmonisé des prix à la consommation	53
7.2.5 Abattage et Transformation du bétail	55
8. L'ARTISANAT	57
Annexes	59
Glossaire des termes utilisés	59

SIGLES ET ABREVIATIONS

ABNORM	: Agence Burkinabè de normalisation, de la métrologie et de la qualité
AE	: Autorisation d'exercer le commerce par les étrangers
AGETEER	: Agence d'exécution des travaux eau et équipement rural
AGETIB	: Agence des travaux d'infrastructures du Burkina
APEX-Burkina	: Agence pour la promotion des exportations du Burkina
ASE	: Autorisation spéciale d'exportation
ASI	: Autorisation spéciale d'importation
BCEAO	: Banque centrale des états de l'Afrique de l'ouest
BUMIGEB	: Bureau des mines et de la géologie du Burkina
CARFO	: Caisse autonome de retraite des fonctionnaires
CCI-BF	: Chambre de commerce et d'industrie du Burkina Faso
CEFORE	: Centre de formalités des entreprises
CEGECI	: Centre de gestion des cités
CGCE	: Classification par grandes catégories économiques
CIPRES	: Conférence Interafricaine de la prévoyance sociale
CNPI	: Centre national de la propriété industrielle
CNSS	: Caisse nationale de sécurité sociale
CO	: Certificat d'origine
CPC	: Carte professionnelle de commerçant
CTCI	: Classification type pour le commerce international
DAF	: Direction de l'administration et des finances
DGA	: Direction générale de l'artisanat
DGRCP	: Direction générale de la réglementation et du contrôle des prix
DGESS	: Direction générale des études et des statistiques sectorielles
DGDI	: Direction générale du développement industriel
DGPE	: Direction générale de la promotion de l'entreprise
DGU-CI	: Direction des guichets uniques du commerce et de l'investissement
DPI	: Déclaration préalable d'importation
DRH	: Direction des ressources humaines

FCFA	: Franc des communautés financières d'Afrique
GIE	: Groupement d'intérêt économique
IDH	: Indice de développement humain
IGAE	: Inspection générale des affaires économiques
INSD	: Institut national de la statistique et de la démographie
IPH	: Indice de pauvreté humaine
LNBTB	: Laboratoire national du bâtiment et des travaux publics
LONAB	: Loterie nationale burkinabè
MEBF	: Maison de l'entreprise du Burkina Faso
MICA	: Ministère de l'industrie, du commerce et de l'artisanat
Na	: Non applicable
Nd	: Non disponible
Nda	: Non désigné ailleurs
OAPI	: Organisation africaine de la propriété intellectuelle
ONATEL-SA	: Office national des télécommunications-société anonyme
ONEA	: Office national de l'eau et de l'assainissement
PNUD	: Programme des nations unies pour le développement
RSE	: Répertoire statistique des entreprises
SA	: Société anonyme
SARL	: Société à responsabilité limitée
SCP	: Société civile professionnelle
SEM	: Société d'économie mixte
SEPB	: Société d'exploitation des phosphates du Burkina
SIAO	: Salon international de l'artisanat de Ouagadougou
SOGEO	: Société de gestion de l'abattoir frigorifique de Ouagadougou
SONABEL	: Société nationale d'électricité du Burkina
SONABHY	: Société nationale burkinabè des hydrocarbures
SONAGESS	: Société nationale de gestion des stocks de sécurité alimentaire
SONAPOST	: Société nationale des postes
SONATUR	: Société nationale d'aménagement des terrains urbains

SOPAFER-B : Société de gestion du patrimoine ferroviaire du Burkina

VAO : Village artisanal de Ouagadougou

Liste des tableaux

Tableau 01 : Evolution du personnel du MDICAPME selon le sexe.....	16
Tableau 02 : Evolution des dotations budgétaires du MDICAPME (en milliards de FCFA)	18
Tableau 03 : Entreprises créées aux CEFORE par région.....	20
Tableau 04 : Indicateurs globaux des sociétés d'Etat (en milliards de F CFA)	22
Tableau 05 : Quelques indicateurs économiques	24
Tableau 06 : Répartition des documents d'investissements délivrés à Ouagadougou.....	26
Tableau 07 : Documents de commerce délivrés à Ouagadougou et à Bobo-Dioulasso	28
Tableau 08 : Demandes de titres adressées à l'OAPI	30
Tableau 09 : Contrôles métrologiques effectués par type d'instruments de mesure	32
Tableau 10 : Contrôles de qualité effectués par type de produits.....	32
Tableau 11 : Analyses de qualité effectuées par type de produits	33
Tableau 12 : Evolution de l'indice trimestriel de prix de production de l'industrie par type d'industries	35
Tableau 13 : Evolution de l'indice trimestriel de prix de production de l'industrie par type d'industries (en glissement annuel)	36
Tableau 14 : Evolution des importations et des exportations (en milliards de FCFA)	38
Tableau 15 : Evolution des principaux produits exportés selon la nomenclature CTCI (en milliards de F CFA)	40
Tableau 16 : Evolution des principaux produits exportés selon la nomenclature CTCI (en milliers de tonnes)	40
Tableau 17 : Evolution des exportations par continent (en milliards FCFA)	40
Tableau 18 : Evolution des principaux produits importés (en milliards FCFA).....	43
Tableau 19 : Evolution des importations des produits de grande consommation (en milliers de tonnes) 43	
Tableau 20 : Evolution des importations par continent (en milliards FCFA).....	43
Tableau 21 : Evolution des prix moyens annuels à la consommation du sorgho blanc (en FCFA/kg) dans quelques villes	46
Tableau 22 : Evolution des prix moyens annuels à la consommation du mil (en FCFA/kg) dans quelques villes.....	46
Tableau 23 : Evolution des prix moyens annuels à la consommation du maïs blanc (en FCFA/kg) dans quelques villes	46
Tableau 24 : Evolution des prix moyens annuels à la consommation du riz importé 25% brisures (en FCFA/kg) dans quelques villes	46
Tableau 25 : Evolution des prix moyens annuels du Taurillon/ Génisse bon état (en milliers de FCFA/tête) dans quelques marchés.....	49
Tableau 26 : Evolution des prix moyens annuels du Taureau/bœuf bon état (en milliers de FCFA/tête) .	49
Tableau 27 : Evolution des prix moyens annuels du Bélier mossi bon état (en milliers de FCFA/tête).....	49
Tableau 28 : Evolution des prix moyens annuels de la Chèvre mossi en bon état (en milliers de FCFA/tête)	49
Tableau 29 : Variation du prix de vente à la pompe du litre d'hydrocarbures à Ouagadougou en FCFA..	52
Tableau 30 : Variations moyennes annuelles de l'indice des prix à la consommation par fonction de 2015 à 2021	54
Tableau 31 : Evolution des abattages contrôlés par espèces (en carcasses) (en milliers).....	56
Tableau 32 : Evolution des ventes des produits artisanaux au VAO	58

Liste des graphiques

Graphique 01: Evolution du personnel du MDICAPME en 2021.....	16
Graphique 02: Répartition du personnel du MDICAPME en 2021 par tranche d'âge	16
Graphique 03 : Répartition du personnel du MDICAPME en 2021 selon la catégorie professionnelle	16
Graphique 04 : Répartition du personnel du MDICAPME en 2021 selon le genre	16
Graphique 05 : Evolution des dotations budgétaires du MDICAPME (en milliards de FCFA)	18
Graphique 06 : Structure du budget du MDICAPME (en %)......	18
Graphique 07 : Evolution du taux d'exécution du budget du MDICAPME (en %)......	18
Graphique 08 : Evolution de la part du budget du MDICAPME (en %) par rapport au budget national ...	18
Graphique 09 : Evolution du nombre d'entreprises créées aux CEFORE	20
Graphique 10 : Répartition des entreprises créées (en %) aux CEFORE selon la localité en 2021	20
Graphique 11: Répartition des entreprises enregistrées au CEFORE suivant les domaines d'activités en 2021.....	20
Graphique 12: Répartition des entreprises enregistrées au CEFORE selon le sexe du promoteur en 2021	20
Graphique 15 : Evolution de la masse salariale des sociétés d'Etat (en milliards de FCFA)	22
Graphique 16 : Evolution de l'effectif des employés des sociétés d'Etat	22
Graphique 13 : Evolution du CA et de la VA des sociétés d'Etat (en milliards de FCFA).....	22
Graphique 14 : Evolution de l'EBE et du résultat net des sociétés d'Etat (en milliards de FCFA).....	22
Graphique 17 : Evolution de l'indice harmonisé des prix à la consommation.....	24
Graphique 18 : Evolution du volume des investissements directs étrangers (milliards de FCFA)	24
Graphique 19 : Evolution du crédit intérieur fourni au secteur privé rapporté au PIB (en %)	24
Graphique 20 : Evolution du classement Doing business du Burkina Faso rapporté au nombre de pays classé	24
Graphique 21 : Evolution des documents d'investissements délivrés à Ouagadougou	26
Graphique 22 : Répartition des documents d'investissement délivrés à Ouagadougou en 2021.....	26
Graphique 23 : Evolution du nombre d'autorisation d'implantations d'unités industrielles et des investissements prévisionnels.....	26
Graphique 24 : Evolution des constatations de démarrage des activités.....	26
Graphique 25 : Evolution des déclarations préalables d'importation	28
Graphique 26 : Evolution des autorisations spéciales pour le commerce extérieur	28
Graphique 27 : Evolution de la délivrance des C.P.C et des C.O	28
Graphique 28 : Répartition des documents de commerce délivrés en 2021.....	28
Graphique 29 : Evolution de l'ensemble des demandes de titres adressées à l'OAPI	30
Graphique 30 : Répartition de l'ensemble des demandes de titres auprès de l'OAPI en 2021	30
Graphique 31 : Répartition des opérations de contrôles réalisées par l'ABNORM en 2021	33
Graphique 32 : Répartition des contrôles métrologiques effectués en 2021.....	33
Graphique 33 : Evolution des importations et des exportations (en milliards de F CFA)	38
Graphique 34 : Evolution des importations et des exportations (en milliards de F CFA)	38
Graphique 35 : Evolution de la balance commerciale (en milliards de F CFA).....	38
Graphique 36 : Evolution du taux de couverture de la balance commerciale (en %).....	38
Graphique 37 : Evolution des exportations par continent (en milliards FCFA).....	41
Graphique 38 : Evolution des exportations selon les principaux pays de destination des produits Burkinabè (en milliards FCFA)	41
Graphique 39 : Evolution des importations par continent (en milliards FCFA)	44
Graphique 40 : Evolution des importations selon les principaux pays de provenance des produits (en milliards FCFA).....	44
Graphique 41 : Evolution des prix du sorgho blanc (en FCFA/ kg) dans quelques villes.....	47
Graphique 42 : Evolution des prix du mil (en FCFA/ kg) dans quelques villes	47
Graphique 43 : Evolution des prix du maïs blanc (en FCFA/ kg) dans quelques villes	47

Graphique 44 : Evolution des prix du riz importé 25% brisures (en FCFA/ kg) dans quelques villes	47
Graphique 45 : Evolution des prix moyens annuels du Taurillon/ Génisse bon état (en milliers de FCFA tête)	50
Graphique 46 : Evolution des prix annuels du Taureau/bœuf bon état (en milliers de FCFA/tête)	50
Graphique 47 : Evolution des prix moyens annuels du Bélir mossi bon état (en milliers de FCFA/tête) ..	50
Graphique 48 : Evolution des prix moyens annuels de la Chèvre mossi en bon état (en milliers de FCFA/tête)	50
Graphique 49 : Evolution des prix de vente du super 91 dans quelques villes (en FCFA/litre)	52
Graphique 50 : Evolution du prix de vente du gasoil dans quelques villes (en FCFA/litre).....	52
Graphique 51 : Evolution de l'indice harmonisé des prix à la consommation	54
Graphique 52 : Evolution de l'indice des prix des produits alimentaires.....	54
Graphique 53 : Evolution de l'indice des prix du logement, eau, gaz, électricité	54
Graphique 54 : Evolution de l'indice des tarifs de l'enseignement.....	54
Graphique 55 : Evolution des ventes moyennes par jour à l'abattoir de Ouagadougou selon les espèces (têtes)	56
Graphique 56 : Evolution des ventes moyennes par jour à l'abattoir de Bobo-Dioulasso (en carcasses).	56
Graphique 57 : Evolution par type de ventes des produits artisanaux au VAO.....	58
Graphique 58 : Répartition des ventes des produits artisanaux au VAO en 2021.....	58

RESUME

Le Ministère du Développement Industriel, du Commerce, de l'Artisanat et des Petites et Moyennes Entreprises (MDICAPME) dispose de 727 agents en 2021 contre 719 agents en 2020, en hausse de 1,1%. Plus de 80% du personnel a moins de 45 ans et l'âge moyen est de 36 ans. Le personnel est à prédominance masculine (77%). La structuration par catégorie professionnelle fait ressortir 42% de cadres supérieurs et 53% de cadres moyens.

La dotation budgétaire de 2021 est en baisse de 36,1% s'établissant à 12,4 milliards de F CFA contre 19,4 milliards de F CFA en 2020. Sur les dix dernières années, le budget demeure inférieur à 1% du budget national. Près de la moitié du budget est allouée aux dépenses de transferts et 4,8% réservé au fonctionnement. Les taux d'exécution du budget est de 83,7%.

Au cours de l'année 2021, 16 890 nouvelles entreprises ont été enregistré aux CEFORE, en hausse de 7,9% comparativement à 2020. La capitale Ouagadougou compte (72%) des nouveaux enregistrements. Les entreprises exerçant dans le commerce représentent 47,6% et celles des services 44,8%. L'industrie et l'artisanat concernent respectivement 1,6% et 5,9% des enregistrements.

Vingt-deux (22) entreprises publiques figurent dans le portefeuille de l'Etat en 2021 dont trois (03) établissements publics de prévoyance sociale. Le chiffre d'affaires global des sociétés d'Etat s'établit à 1 336,8 milliards de F CFA, en hausse de 20,6% par rapport à 2020. Leur contribution au budget de l'Etat s'élève à 372 milliards de F CFA en 2021 contre 316,5 milliards de F CFA en 2020.

Les investissements directs étrangers (IDE) ont atteint 243 milliards de F CFA en hausse de 286,3% par rapport à 2020. Aussi, le crédit intérieur fourni au secteur privé atteint 32,9% du PIB contre 33,4% précédemment. L'inflation mesurée par l'Indice harmonisé des prix à la consommation augmente de 3,9% en 2021 contre une hausse de 1,8% en 2020.

Au total 299 documents d'investissement ont été délivré en 2021, soit une hausse de 1,0% par rapport à l'année précédente. Les autorisations d'implantation d'unités industrielles représentent 58,2% des titres délivrés. Concernant les documents de commerce, 72 834 titres ont été délivrés en 2021, en baisse de 20,6% par rapport à 2020.

Le nombre de demandes de titres adressées à l'OAPI augmente de 26,8% en 2021 comparativement à 2020 et sont constituées à 47,0% de demandes de marques.

En rapport avec la promotion de la qualité, les activités y relatives en 2021, ont concerné les contrôles métrologiques (17%), les analyses de qualité (42%) et les contrôles de qualité 41%. Au total, 4 218 contrôles métrologiques sont réalisés en baisse de 43,9% et 10 472 opérations de contrôles et analyses de qualité sont réalisées en hausse de 21,6% comparativement à 2020.

La balance commerciale du Burkina est excédentaire de 230,2 milliards de F CFA en 2021. En effet, les exportations ont cru de 11,5% par rapport à 2020 contre une hausse de 8,2% des importations. L'or, premier produit d'exportation du Burkina Faso avec 2 172 milliards de F CFA progresse de 5,9% par rapport à 2020 et représente 77,7% des

exportations contre 86,7%% précédemment. Les produits du Burkina ont pour destination principale la Suisse, l'Inde, Singapour et la Côte d'Ivoire. Les exportations en direction du continent africain sont en hausse de 17,4% et s'élèvent à 245,9 milliards de F CFA.

En matière de commerce intérieur, les prix moyens des principales céréales locales et des espèces animales enregistrent une hausse généralisée sur les différents marchés en 2021. Les prix à la pompe des hydrocarbures liquides diminuent alors que ceux du gaz butane enregistre une augmentation par rapport à 2020.

Le village artisanal de Ouagadougou connaît une hausse de son chiffre d'affaires en 2021 qui s'établit à 163,2 millions de F CFA, soit 55,3% par rapport à 2020.

Contexte

L'année 2021 est marquée par une reprise de l'activité économique mondiale à la suite de la crise sanitaire du corona virus qui a entraîné une crise économique sans précédent. En effet, les mesures prises par les Etats pour juguler cette crise ont eu pour impacts la rétraction des échanges mondiaux du fait des mesures barrières, notamment la fermeture des frontières terrestres et aériennes, la mise en quarantaine de certaines villes. Un an après le début de cette crise, les signes de la reprise qui se sont traduits par l'assouplissement des restrictions induites par la pandémie ont permis un taux de croissance de l'économie mondiale qui s'est établie à 6,1% contre -3,5% en 2020.

En Afrique subsaharienne, la croissance économique a atteint 4,5% contre -2,6% en 2020. Dans la zone UEMOA, la note sur la conjoncture économique dans l'union, publiée en avril 2022, indique une progression de l'activité économique de 6,1% en 2021 contre 1,8% en 2020 en raison essentiellement de la progression de la production industrielle, de la bonne campagne agricole et de la hausse des prix des matières premières.

Au Burkina Faso, l'activité économique a été marquée par la persistance des attaques terroristes qui ont entraîné un déplacement interne massif de populations et une campagne agro-pastorale quelque peu défavorable. Le taux de croissance de l'économie nationale affiche 6,5% contre 1,9% en 2020. Au niveau de l'évolution du niveau général des prix, le taux d'inflation en moyenne a atteint 3,9% en 2021 contre 1,8% en 2020. Cette inflation est la conséquence des pressions à la hausse au plan mondial, liée à une augmentation de la demande qui se heurte à des pénuries temporaires d'approvisionnement, des goulots d'étranglement logistiques et la hausse des cours des matières premières notamment ceux du pétrole et des produits alimentaires.

Au plan macroéconomique, la croissance du PIB, est ressortie à 6,9% contre 1,9% en 2020. Cette croissance est soutenue par les performances enregistrées dans le secteur tertiaire (+12,6%) et le secondaire (+8,2%) en 2021 contre respectivement (-2,7%) et (+5,8%) en 2020. Par contre, le secteur primaire quant à lui, affiche une décroissance de 6,4% contre une hausse de 6,5% en 2020¹. Cette contraction tire ses origines de la mauvaise répartition spatiotemporelle des pluies et la réduction des surfaces emblavées du fait de l'insécurité.

Au niveau des finances publiques, les recettes totales et dons affichent 2 250,8 milliards F CFA, en hausse de 9,6% par rapport à 2020, essentiellement due à la hausse des recettes ordinaires (+221,2 milliards F CFA). Quant aux dépenses totales, elles s'établissent à 2 589,1 milliards F CFA en 2021 contre 2 424,9 milliards F CFA en 2020 soit une hausse de 164,2 milliards F CFA (+6,8%). Cette hausse est due à la progression des dépenses ordinaires (+112,2 milliards F CFA) et des dépenses en capital (+52,0 milliards F CFA)².

De ses échanges avec le reste du monde, le Burkina Faso pour la deuxième année consécutive, affiche un solde commercial positif de 230,2 milliards de F CFA en 2021,

¹ Rapport de suivi des indicateurs à fin juin 2022. DGEP

² Rapport sur la situation d'exécution du budget et de la trésorerie de l'Etat, exercices 2020 et 2021. DGB

soit un accroissement de 63% par rapport à 2020 essentiellement due à l'effet conjugué de l'augmentation des principales matières exportées ainsi que de la remontée des cours mondiaux.

1. MOYENS DU MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL, DU COMMERCE, DE L'ARTISANAT ET DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES

1.1. Moyens humains

Point saillant :

- Plus de 75% du personnel exerce dans la région du Centre.

Commentaires :

En 2021, l'effectif du personnel du département s'élève à 727 agents, en hausse de 1,1% par rapport à 2020 contre 5,3% précédemment. Le personnel est à prédominance masculine (77%). La tranche d'âge dominante est celle de 30 à 34 ans et représente 32,9% de l'effectif total. L'âge moyen est de 36 ans en 2021 comme en 2020. La tranche d'âge comprise entre 20 à 44 ans représente 87,6 % témoignant ainsi de la forte jeunesse du personnel du département. Le personnel est constitué de 42% de cadres supérieurs et 53% de cadres moyens avec une représentativité de 75,5% dans la région du Centre.

Au cours des dix dernières années, l'effectif du personnel a évolué en dents de scie jusqu'en 2017 ; elle y enregistre depuis une tendance haussière. Entre 2012 et 2021, l'effectif du personnel a presque doublé. Le taux de croissance moyen annuel sur la période est 5,6%.

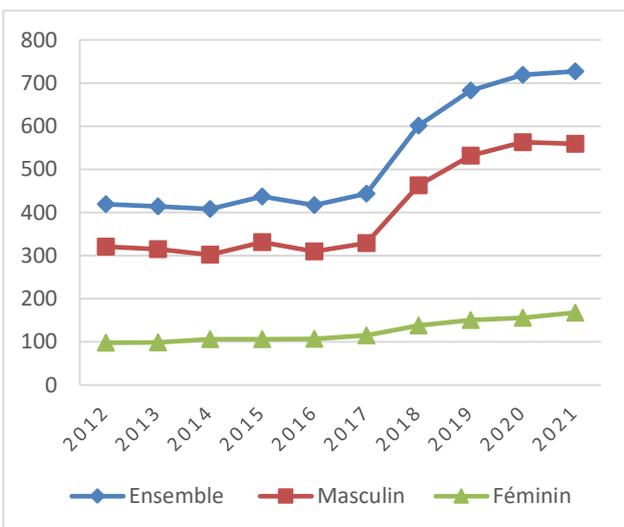
Source : Direction des ressources humaines

Les cadres supérieurs sont constitués des agents de catégorie A et P et assimilés tandis que les cadres moyens regroupent les agents de catégorie B et C et assimilés. Le personnel d'appui regroupe les chauffeurs, les agents de liaison et les gardiens.

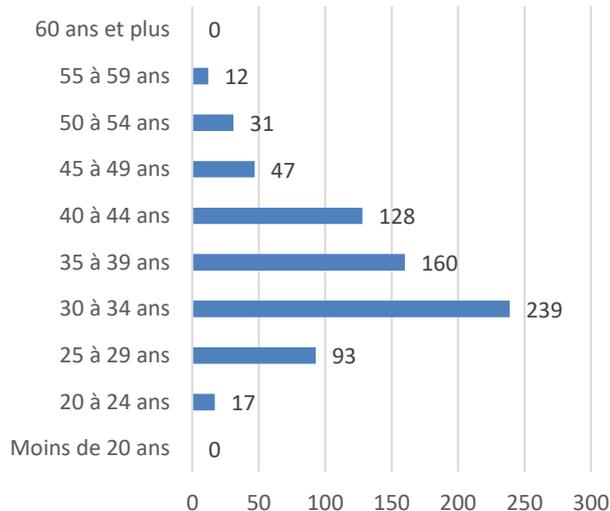
Tableau 01 : Evolution du personnel du MDICAPME selon le sexe

	Effectif en 2021	Variation/ 2020 (%)	Variation / 2012 (%)
Homme	559	-0,7	74,1
Femme	168	7,7	71,4
Ensemble	727	1,1	73,5

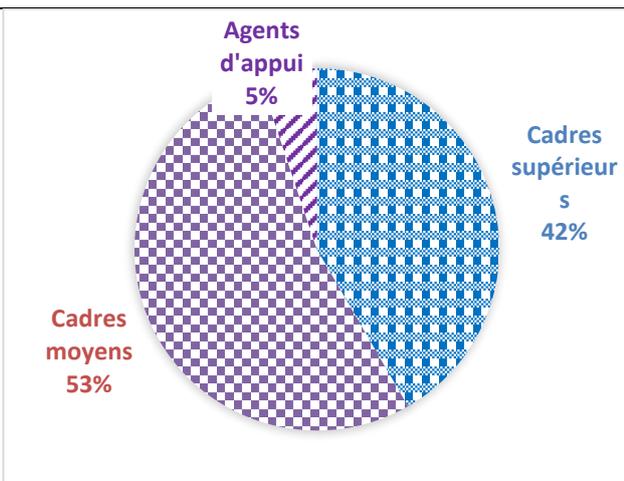
Graphique 01: Evolution du personnel du MDICAPME en 2021



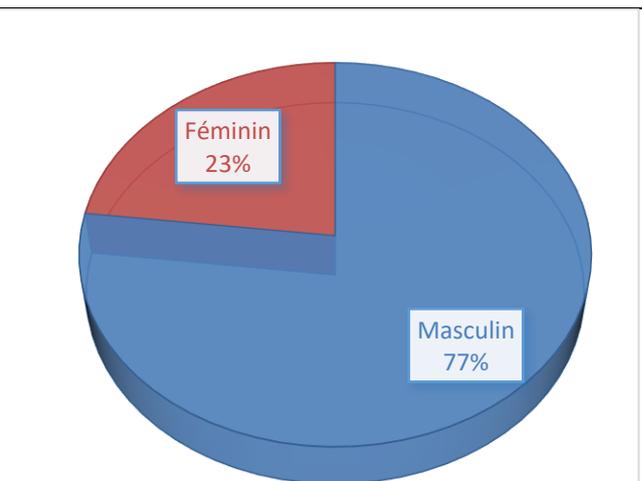
Graphique 02: Répartition du personnel du MDICAPME en 2021 par tranche d'âge



Graphique 03 : Répartition du personnel du MDICAPME en 2021 selon la catégorie professionnelle



Graphique 04 : Répartition du personnel du MDICAPME en 2021 selon le genre



1.2. Moyens financiers

Points saillants :

- Baisse de 36,1% du budget alloué ;
- 4,8% du budget alloué aux dépenses de fonctionnement.

Commentaires :

En 2021, le budget du ministère s'établit à 12,4 milliards de F CFA, en baisse de 36,1% par rapport à l'année précédente. Cette baisse est consécutive à la réduction de plus de la moitié de la dotation pour les transferts courants. En effet, une baisse de l'appui de l'Etat (de 12 milliards de F CFA en 2020 à 3,5 milliards de F CFA en 2021) aux sociétés cotonnières pour la cession des intrants aux cotonculteurs à des prix subventionnés a été enregistrée.

La dotation budgétaire du département représente 0,4% du budget de l'Etat en 2021 contre 0,8% précédemment. Elle demeure inférieure à 1% sur la décade 2012-2021.

Tout comme en 2020, le budget 2021 consacre près de la moitié des ressources aux dépenses de transferts courants. La dotation de fonctionnement bien qu'elle enregistre une hausse de 50%, demeure insuffisante et limite les actions du département sur le terrain notamment en matière de promotion du secteur privé et de surveillance du marché. Cette dotation représente 4,8% du budget total.

La répartition des ressources par programme budgétaire donne 44% au programme « commerce », 17% au programme « artisanat », 15% au programme « secteur privé », 12% au programme « industrie » et 11% au programme « pilotage et soutien ». Par rapport au budget 2020, la part réservée au « commerce » enregistre une baisse de 27 points contre des hausses de 11 et 10 points respectivement pour le « secteur privé » et « l'artisanat ».

Le taux d'exécution du budget s'élève à 83,7% au cours de l'année 2021.

Sur la période 2012-2021, le budget alloué au département a évolué en dents de scie avec une tendance haussière.

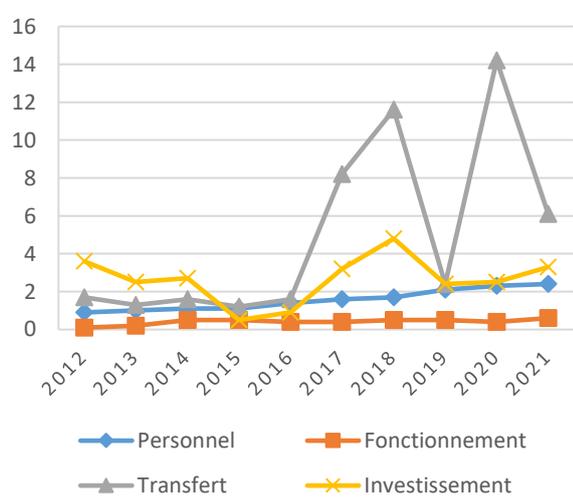
Source : Direction de la gestion des finances

Le budget programme est entré en vigueur en 2017. A partir de 2016, le budget du MDICAPME inclut les financements extérieurs.

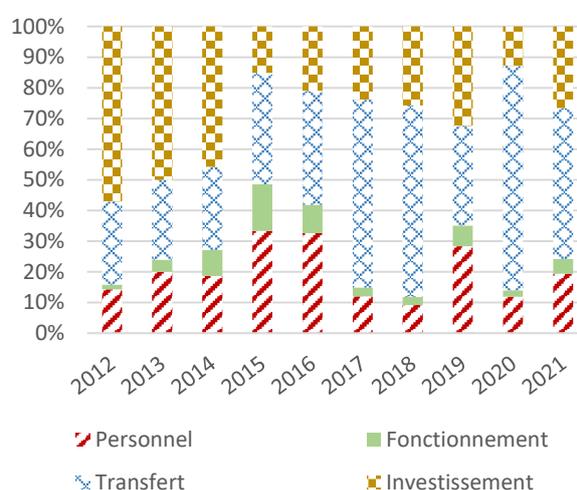
Tableau 02 : Evolution des dotations budgétaires du MDICAPME (en milliards de FCFA)

	Budget 2021	Variation / 2020 (%)	Variation / 2012 (%)
Total Budget MDICAPME	12,4	-36,1	96,8
Personnel	2,4	4,3	166,7
Fonctionnement	0,6	50,0	500,0
Transferts courants	6,1	-57,0	258,8
Investissement	3,3	32,0	-8,3
Total budget Etat	2 834,6	12,6	68,5

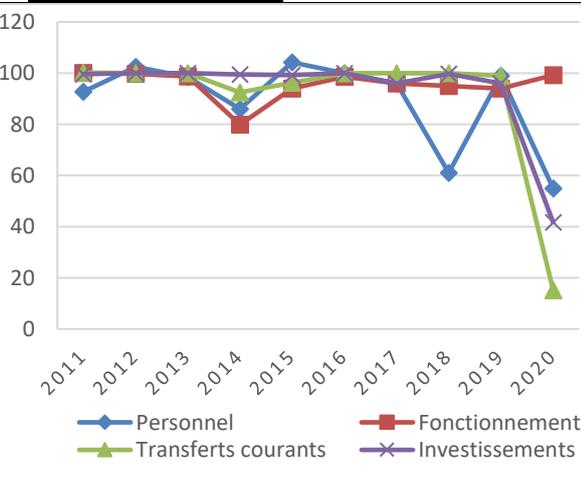
Graphique 05 : Evolution des dotations budgétaires du MDICAPME (en milliards de FCFA)



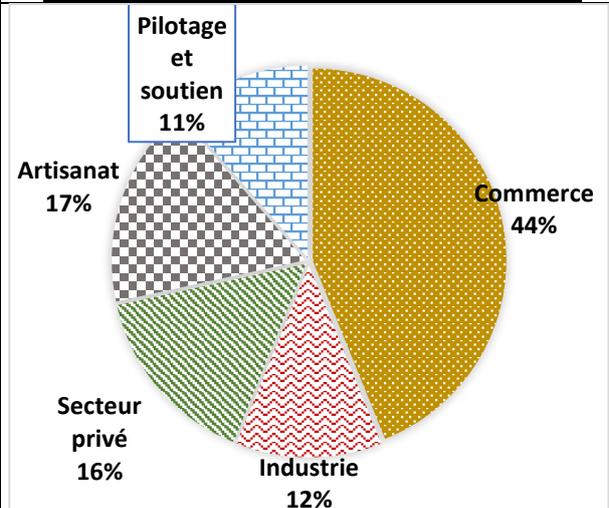
Graphique 06 : Structure du budget du MDICAPME (en %)



Graphique 07 : Evolution du taux d'exécution du budget du MDICAPME (en %)



Graphique 08 : Evolution de la part du budget du MDICAPME (en %) par rapport au budget national



2. LES ENTREPRISES

2.1. Les entreprises enregistrées aux CEFORE

Points saillants :

- 72% des entreprises sont enregistrées au CEFORE de Ouagadougou ;
- Plus de 90% des entreprises enregistrées exercent dans le commerce et les services.

Commentaires :

En 2021, 16 890 nouvelles entreprises ont été enregistrées aux CEFORE, un effectif en hausse de 7,9% comparativement à 2020. Les centres de Dédougou, Dori et de Ziniaré enregistrent les plus fortes hausses soient respectivement 29%, 26% et 23%. Quant aux baisses, les plus fortes proportions sont enregistrées à Tenkodogo et Koupèla essentiellement dues à la fin de l'intervention d'un projet par le biais duquel les subventions octroyées avaient contribué à accroître significativement le nombre de créations d'entreprises dans lesdites localités.

Le centre de Ouagadougou connaît à lui seul 72% des enregistrements d'entreprises, suivi de celui de Bobo-Dioulasso, soit 10%. 47,6% des entreprises créées exercent dans le domaine du commerce, 44,8% dans les services, 1,6% dans l'industrie et 5,9% dans l'artisanat. L'aversion pour le risque, le faible niveau d'investissement et la facilité d'installation expliquent l'attrait des promoteurs vers le commerce et les services au détriment de l'industrie. Les promoteurs sont constitués à 79% d'hommes et 21% de femmes.

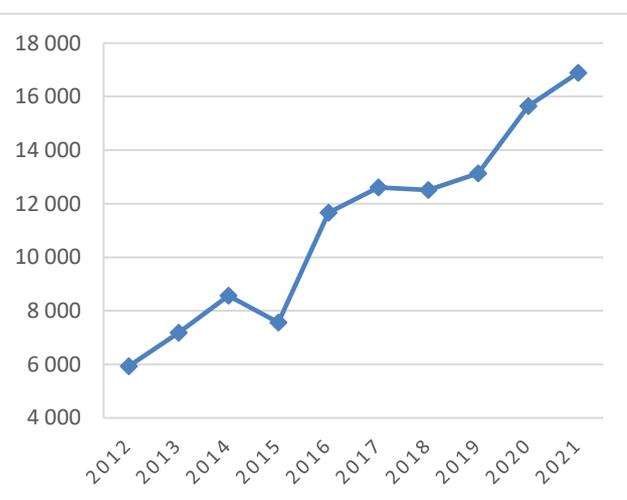
Sur la décade 2011-2020, les créations d'entreprises dans les CEFORE ont une tendance à la hausse ; les effectifs ont été multipliés par trois. La facilitation des procédures, la décentralisation des centres et les avantages liés à la création expliquent l'engouement des acteurs de l'économie à la formalisation des entreprises. Le taux d'accroissement moyen annuel sur la période est de 11,0%.

Source : Centre de formalités des entreprises
Les CEFORE sont implantés dans les 13 chefs-lieux de région et à Koupéla.

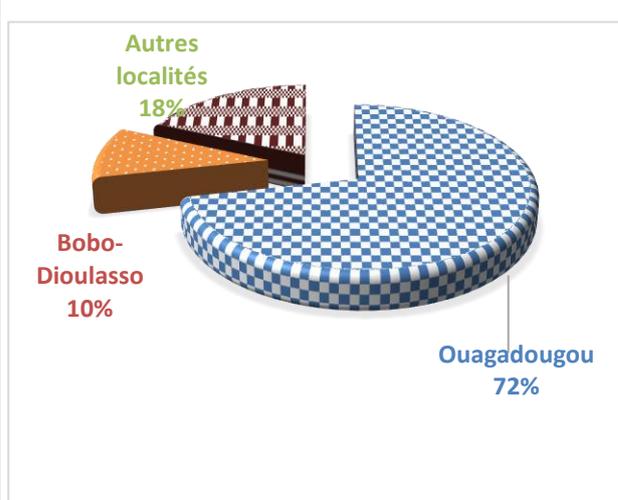
Tableau 03 : Entreprises créées aux CEFORE par région

	Effectif en 2021	Variation / 2020 (%)	Variation / 2012 (%)
Dédougou	323	29,2	336,5
Ouagadougou	12 093	13,1	176,5
Tenkodogo	278	-48,4	47,1
Kaya	288	17,6	206,4
Koudougou	439	11,7	207,0
Fada N’Gourma	193	-17,9	138,3
Bobo-Dioulasso	1715	-4,9	146,4
Ouahigouya	479	7,6	163,2
Dori	186	26,5	
Gaoua	151	18,9	79,8
Banfara	333	7,8	
Koupèla	131	-33,2	
Ziniaré	155	23,0	
Manga	126	-12,5	
Ensemble	16 890	7,9	184,9

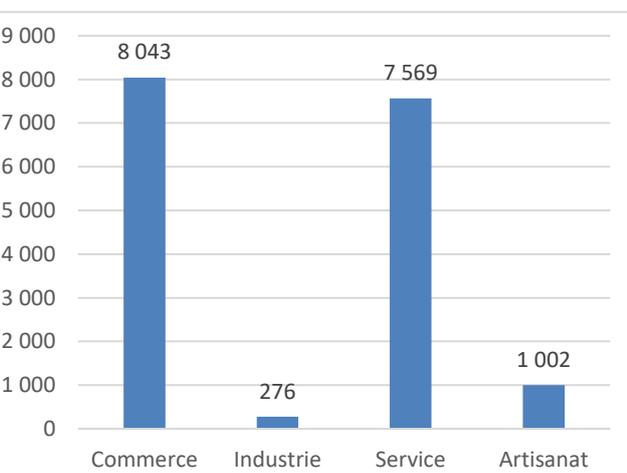
Graphique 09 : Evolution du nombre d'entreprises créées aux CEFORE



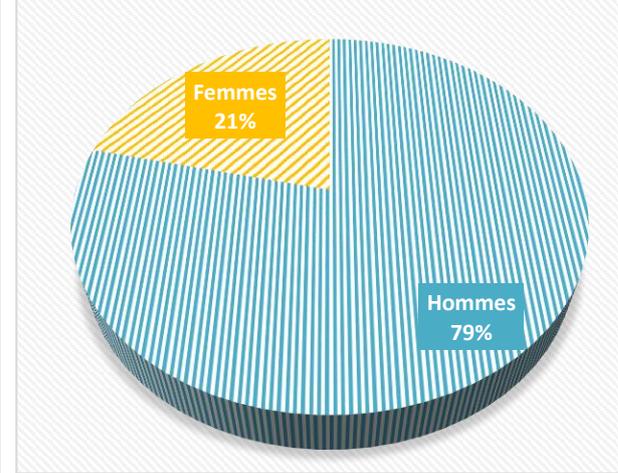
Graphique 10 : Répartition des entreprises créées (en %) aux CEFORE selon la localité en 2021



Graphique 11: Répartition des entreprises enregistrées au CEFORE suivant les domaines d'activités en 2021



Graphique 12: Répartition des entreprises enregistrées au CEFORE selon le sexe du promoteur en 2021



2.2. Les sociétés d'Etat

Points saillants :

- Accroissement de 20,6% du chiffre d'affaires des sociétés d'Etat ;
- Accroissement de 17,5% de la contribution au budget de l'Etat.

Commentaires :

En 2021, dans le portefeuille de l'Etat Burkinabè, figurent 22 entreprises publiques dont 19 sociétés d'Etat et 03 établissements publics de prévoyance sociale. Elles ont évolué dans un environnement marqué par des attaques terroristes à répétition au plan national et à une reprise de l'activité économique mondiale suite à la pandémie à coronavirus. Les dix-neuf (19) sociétés d'Etat ont enregistré au titre de l'exercice 2021 un chiffre d'affaires de 1 336,8 milliards de F CFA en hausse de 20,6% par rapport à 2020, consécutive à une amélioration de leur volume d'activités. Les fortes hausses de volume d'activités ont été enregistrées par la SONABHY, la LONAB et la SONABEL dont les chiffres d'affaires ont respectivement augmenté de 142,5 milliards, de 52,1 milliards et de 22,1 milliards de F CFA entre 2020 et 2021. Toutefois, la SONATER, la SONAGESS et la SOPAFER-B enregistrent une baisse de leurs chiffres d'affaires sur la même période respectivement de 5,6 milliards, de 266 millions et de 3 millions de F CFA.

La valeur ajoutée globale qui mesure la contribution des sociétés d'Etat à la formation du Produit Intérieur Brut (PIB) est passée de 190,6 milliards en 2020 à 238,8 milliards de F CFA en 2021, soit un accroissement de 25,3%. Le résultat net global des dix-neuf (19) sociétés d'Etat est de 78,1 milliards de F CFA en 2021 contre 56,8 milliards en 2020, en hausse de 37,8%.

L'effectif total du personnel connaît une hausse de 6,9% avec 9 953 agents en 2021. Corrélativement à l'augmentation des effectifs, la masse salariale hausse de 6,8% par rapport à 2020 et s'établit à 56,9 milliards de F CFA.

La contribution au budget de l'Etat des sociétés d'Etat est de 372 milliards de F CFA en 2021, contre 316,5 milliards de F CFA en 2020, soit une hausse de 17,6%.

Sur la période 2012-2021, les principaux indicateurs de gestion des sociétés d'Etat ont une tendance haussière.

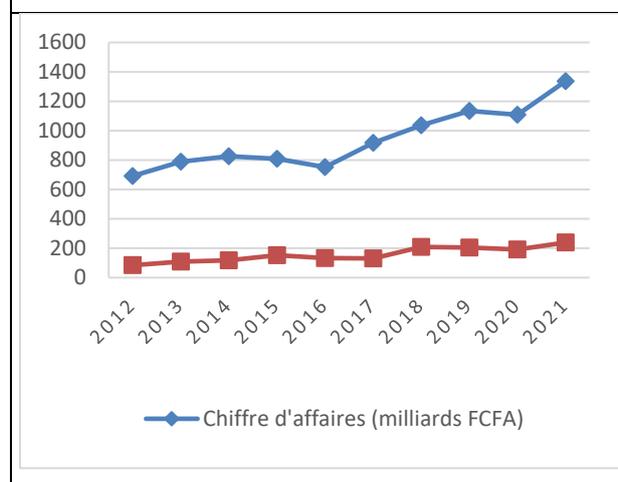
Source : Direction générale de la promotion de l'entreprise

La contribution des entreprises au budget de l'Etat (2020) ne prend pas en compte les données du Laboratoire national du bâtiment et des travaux publics ; les comptes ont été transmis hors délais au secrétariat.

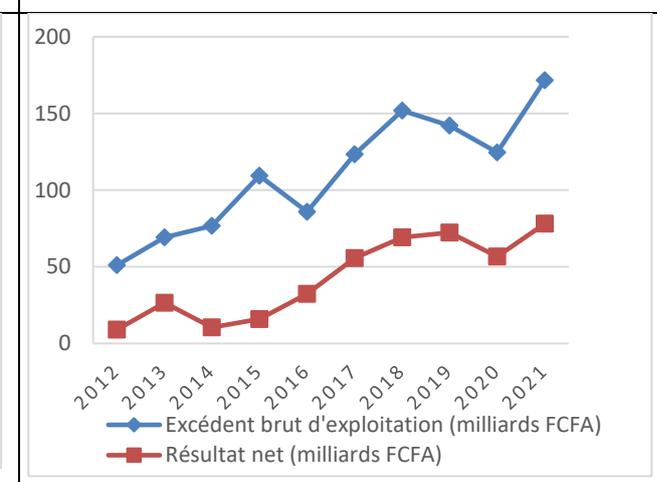
Tableau 04 : Indicateurs globaux des sociétés d'Etat (en milliards de F CFA)

	Valeur en 2021	Variation / 2020 (%)	Variation / 2012 (%)
Chiffre d'affaires	1 336,8	20,6	93,3
Valeur ajoutée	238,8	25,3	182,9
Excédent brut d'exploitation	171,7	37,8	236,7
Bénéfices	78,1	37,5	767,8
Masse salariale	56,9	6,8	87,8
Effectif (en nombre)	9953	6,9	34,0

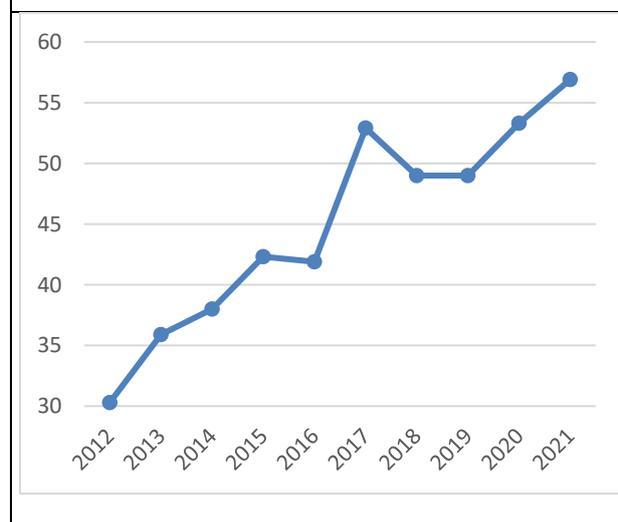
Graphique 13 : Evolution du CA et de la VA des sociétés d'Etat (en milliards de FCFA)



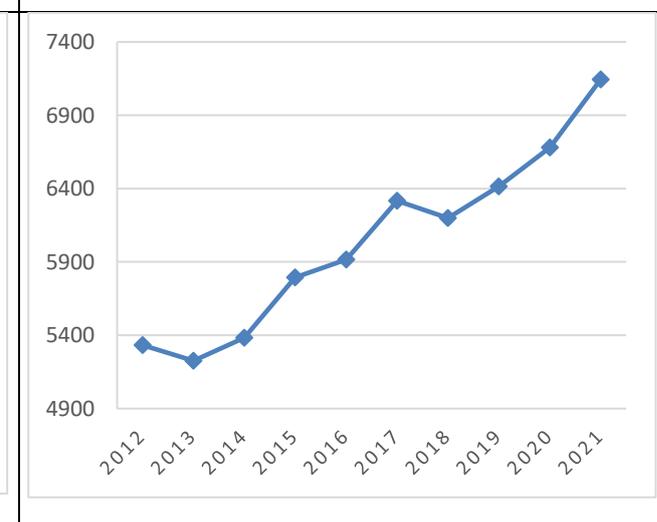
Graphique 14 : Evolution de l'EBE et du résultat net des sociétés d'Etat (en milliards de FCFA)



Graphique 15 : Evolution de la masse salariale des sociétés d'Etat (en milliards de FCFA)



Graphique 16 : Evolution de l'effectif des employés des sociétés d'Etat



3. L'ENVIRONNEMENT DES ENTREPRISES

3.1. Quelques indicateurs économiques sur l'environnement des entreprises

Points saillants :

- Hausse de 3,9% du niveau général des prix ;
- Hausse de 286,3% des investissements directs étrangers.

Commentaires :

L'année 2021 connaît une hausse du niveau général des prix de 3,9% par rapport à 2020. Cette hausse est consécutive à la persistance du contexte économique mondial difficile marqué par la pandémie à coronavirus ayant entraîné des perturbations des chaînes d'approvisionnement en produits importés. Ce niveau de l'indice est légèrement supérieur à la norme communautaire au sein de l'UEMOA, soit un maximum de 3%. Sur les dix dernières années, l'indice des prix à la consommation a évolué en dents de scie avec une tendance haussière.

Le volume des investissements directs étrangers nets atteint 243 milliards de F CFA en 2021, en hausse de 286,3% par rapport à 2020. Cette hausse est la conséquence des incitations fiscales et juridiques qu'offre le pays ; le secteur minier attire la plupart des investissements. Cependant, la création de trois nouveaux pôles de croissance devrait stimuler de nouvelles activités et attirer des investissements.

Le crédit intérieur fourni au secteur privé quant à lui, atteint 32,9% du PIB en 2021, soit une croissance de 4,8% par rapport à l'année précédente. Il enregistre par ailleurs, une tendance haussière sur les dix dernières années. La ponction fiscale est de 15,5% en 2021, en hausse de 14,8% par rapport à 2020 et demeure inférieure à la norme communautaire qui est de 20% minimum.

Le classement Doing Business du Burkina demeure constant en 2020 (151^e sur 190 pays classés) comme précédemment en ce qui concerne la facilité de faire des affaires.

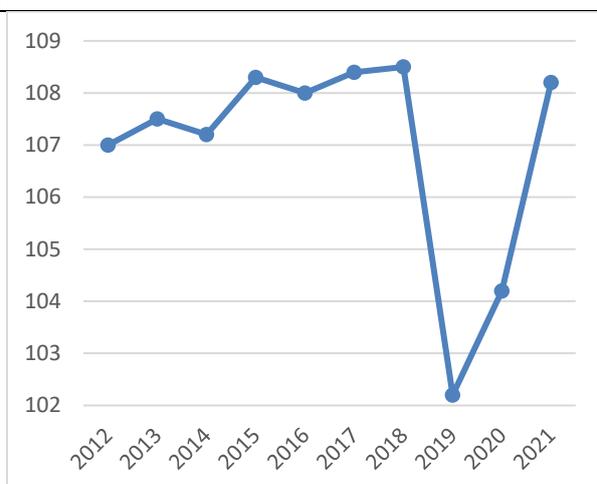
Source : DGEP/BCEAO/INSD/ Rapport sur le système de suivi des performances du secteur privé.

Le classement Doing business mesure l'aspect de l'environnement réglementaire des entreprises. Il est réalisé par la banque mondiale à partir des données recueillies des pays et relatives à la facilité d'y faire des affaires.

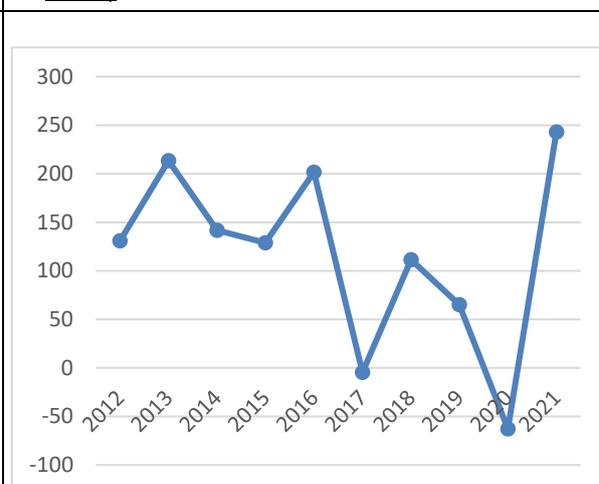
Tableau 05 : Quelques indicateurs économiques

	Valeurs en 2021	Variation / 2020 (%)	Variation / 2012 (%)
Indice harmonisé des prix à la consommation	108,2	3,9	1,1
Volume des investissements directs étrangers (en milliards de FCFA)	243	286,3	85,6
Crédit intérieur fourni au secteur privé (% PIB)	32,9	4,8	67,0
Taux de ponction fiscale (%)	15,5	14,8	15,7

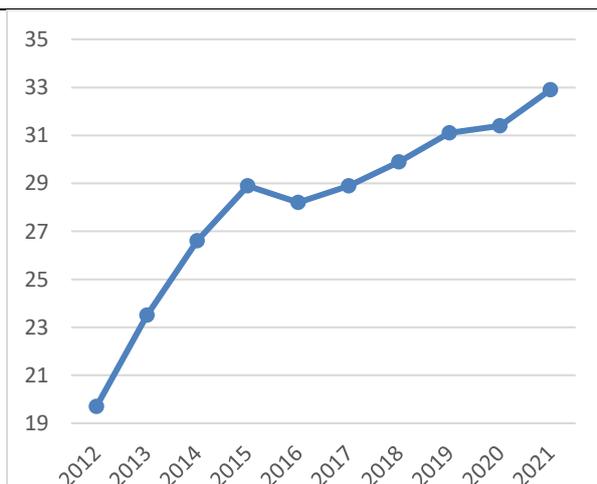
Graphique 17 : Evolution de l'indice harmonisé des prix à la consommation



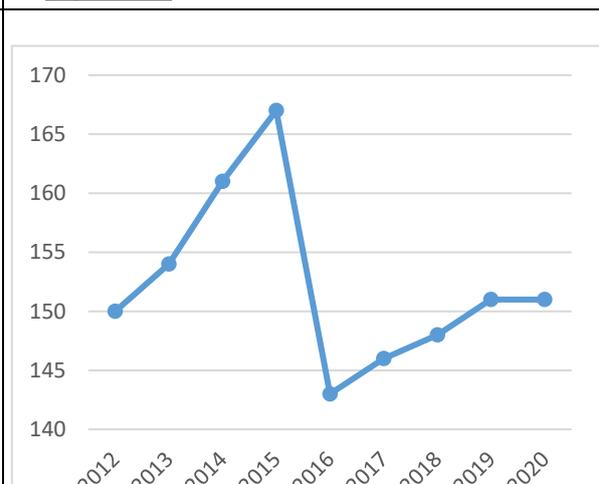
Graphique 18 : Evolution du volume des investissements directs étrangers (milliards de FCFA)



Graphique 19 : Evolution du crédit intérieur fourni au secteur privé rapporté au PIB (en %)



Graphique 20 : Evolution du classement Doing business du Burkina Faso rapporté au nombre de pays classé



3.2. Documents d'investissements

Points saillants :

- Hausse de 1,0% du nombre de documents d'investissement délivrés ;
- Proportion de 58,2% pour les autorisations d'implantation d'unités industrielles.

Commentaires :

Au total, 299 documents d'investissement ont été délivrés en 2021. Ce nombre est en hausse de 1,0% par rapport à 2020, essentiellement dû à une hausse significative des agréments en qualité de distributeur de produits pétroliers et dérivés (88,9%) et des agréments au code des investissements (28,8%). Par contre, les demandes d'autorisations d'implantation d'unités industrielles sont en baisse de 14,3% comparativement à l'année précédente. On note que les titres délivrés sont constitués à 58,2% d'autorisations d'implantation d'unités industrielles et 25,4% d'agréments au code des investissements contre respectivement 68,6% et 19,9% en 2020.

Au niveau des investissements à réaliser, l'on enregistre un montant prévisionnel de 209,8 milliards de F CFA en 2021 pour l'ensemble des unités dénombrées au titre des autorisations d'implantation d'unités industrielles, en baisse de 39,9% par rapport à 2020. Aussi, en ce qui concerne les constatations de démarrage des activités des entreprises agréées au code des investissements, le volume des investissements s'établit à 23,4 milliards de F CFA en 2021, en baisse de 15,2% par rapport à 2020.

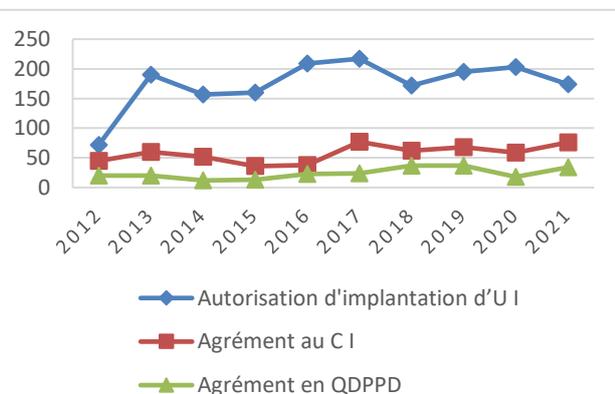
Sur les dix dernières années, l'évolution du nombre de titres d'investissement a évolué en dents de scie avec une tendance à la hausse ; ce qui dénote de l'attractivité du code des investissements et d'une amélioration du climat des affaires.

Source : Guichet unique du commerce et de l'investissement

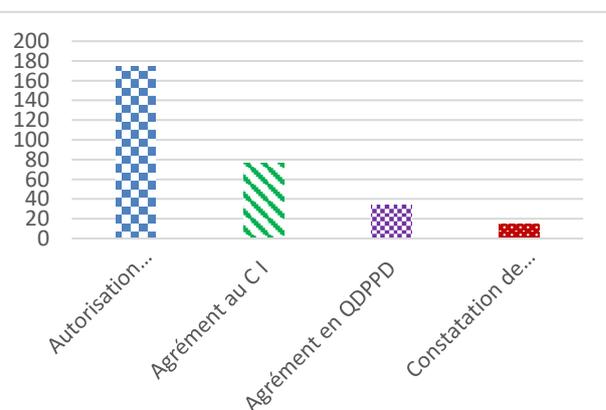
Tableau 06 : Répartition des documents d'investissements délivrés à Ouagadougou

	Valeurs en 2021	Variation / 2020 (%)	Variation / 2012 (%)
Autorisation d'implantation d'unités industrielles	174	-14,3	141,7
Agrément au code des investissements	76	28,8	68,9
Agrément en qualité de distributeur de produits pétroliers et dérivés	34	88,9	70,0
Constatation de démarrage des activités des entreprises agréées au code des investissements	15	-6,3	66,7
Ensemble	299	1,0	104,8

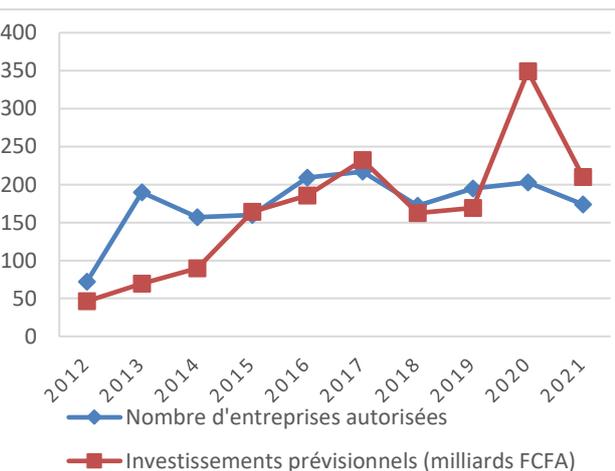
Graphique 21 : Evolution des documents d'investissements délivrés à Ouagadougou



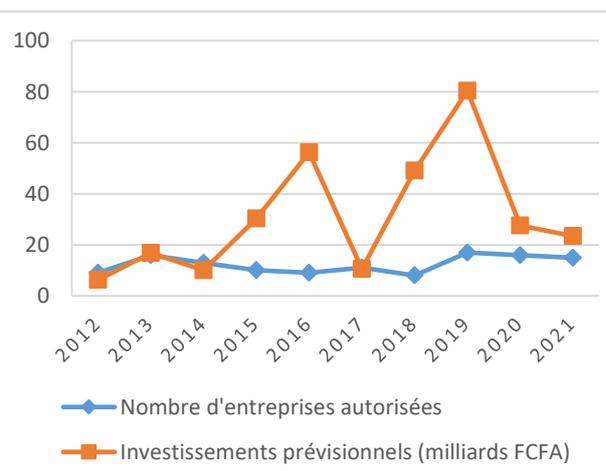
Graphique 22 : Répartition des documents d'investissement délivrés à Ouagadougou en 2021



Graphique 23 : Evolution du nombre d'autorisation d'implantations d'unités industrielles et des investissements prévisionnels



Graphique 24 : Evolution des constatations de démarrage des activités



3.3. Documents de commerce

Points saillants :

- Augmentation de 20,6% du nombre de documents de commerce délivrés ;
- Baisse de 4,3% du nombre de cartes professionnelles des commerçants délivrées.

Commentaires :

On dénombre 72 834 documents de commerce délivrés en 2021, en hausse de 20,6% comparativement à 2020. Cette hausse résulte de l'augmentation du nombre de Déclarations Préalables d'Importation (28,5%) délivrées au cours de l'année contre 19,1% précédemment. Elle tire ses origines entre autres de la reprise des activités après la pandémie à coronavirus. Aussi, les autorisations spéciales d'exporter voient leur nombre croître de 19,2% contre 11,5% précédemment.

Par ailleurs, le nombre d'autorisations d'exercer le commerce par les étrangers augmente de 35,2% sur la période contre une baisse de 24,5% en 2020 et traduit l'amélioration du climat des affaires et une attractivité des investisseurs étrangers. Cependant, les cartes professionnelles de commerçants délivrés baissent de 4,3% contre une hausse de 10,6% en 2020.

Les déclarations préalables d'importation représentent 74,4% des titres de commerce délivrés en 2021, suivies des cartes professionnelles de commerçants 12,1% et des autorisations spéciales d'importer (ASI) 7,6% contre respectivement 72,4%, 15,2% et 9,2% en 2020.

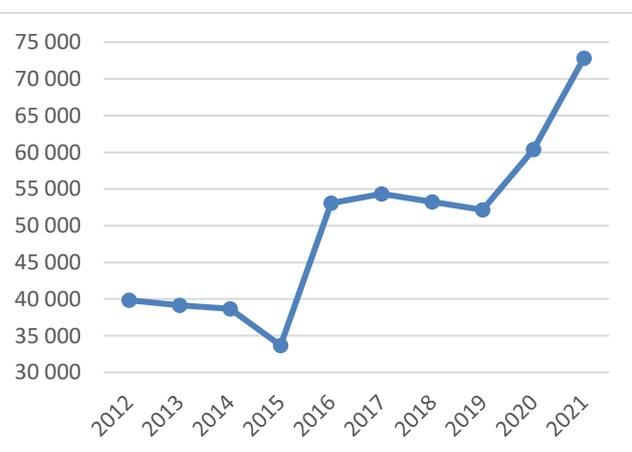
Entre 2012 et 2021, le nombre de documents de commerce délivrés a augmenté de 82,8% et témoigne de l'intégration du Burkina Faso au commerce mondial. Le taux de croissance annuel moyen est de 6,2%.

<u>Source</u> : Guichet unique du commerce et de l'investissement

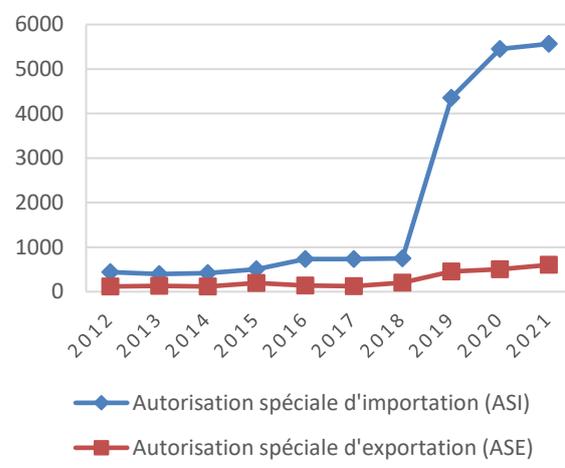
Tableau 07 : Documents de commerce délivrés à Ouagadougou et à Bobo-Dioulasso

	Valeurs 2021	Variation / 2020 (%)	Variation / 2012 (%)
Déclarations préalables d'importation (DPI)	56 351	28,5	65,3
Autorisation spéciale d'importer (ASI)	5566	2,1	1 159,3
Autorisation spéciale d'exporter (ASE)	601	19,2	413,7
Autorisation d'exercer le commerce par les étrangers (AE)	346	35,2	-6,2
Cartes professionnelles des commerçants (CPC)	8 813	-4,3	173,7
Certificats d'origine (CO)	1 077	1,8	-17,5
Attestation d'activité (AA)	80	53,8	-73,9
Ensemble	72 834	20,6	82,8

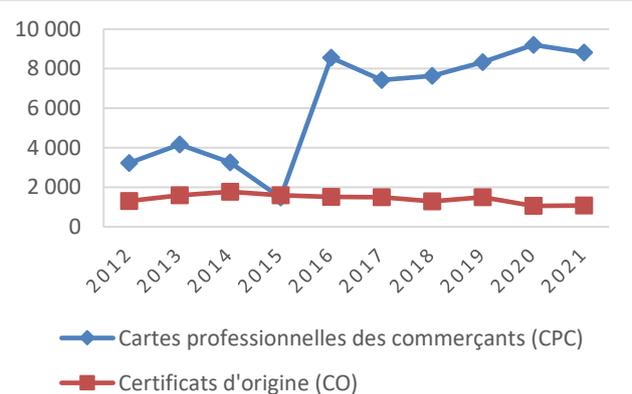
Graphique 25 : Evolution des déclarations préalables d'importation



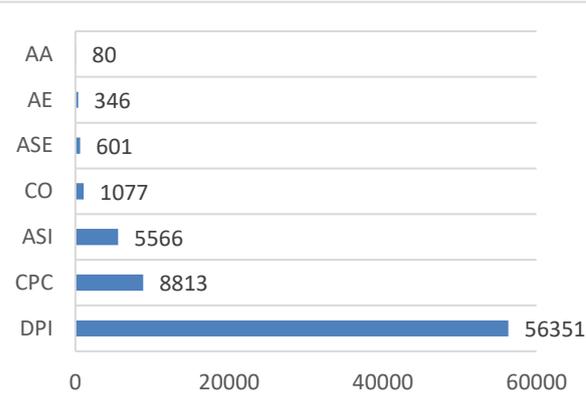
Graphique 26 : Evolution des autorisations spéciales pour le commerce extérieur



Graphique 27 : Evolution de la délivrance des C.P.C et des C.O



Graphique 28 : Répartition des documents de commerce délivrés en 2021



4. LA PROPRIETE INDUSTRIELLE

Points saillants :

- Hausse de 26,8% des dossiers demandes de titres de propriété industrielle adressées à l'OAPI ;
- Baisse de 3,1% des demandes de recherches d'antériorité.

Commentaires :

L'année 2021 a connu l'enregistrement de 336 dossiers de demandes de titres de propriété adressées à l'Organisation Africaine de la Propriété Intellectuelle (OAPI), en augmentation de 26,8% par rapport à 2020. Cette hausse fait suite à l'augmentation des demandes de noms commerciaux et des marques introduites, en hausse respectives de 104,8% et 23,4%. Cependant, les recherches d'antériorités en hausse de 33,3% en 2020 enregistrent une baisse de 3,1% au cours de l'année 2021. Il est de même des demandes de brevets qui baissent de 28,6% sur la période.

Les dossiers introduits sont composés à 47,0% de demandes de marques, 25,6% de demandes de noms commerciaux, et 18,5% de recherches d'antériorités. Cette structuration est presque identique à celle de l'année précédente, soit respectivement 48,3%, 15,8% et 24,2%.

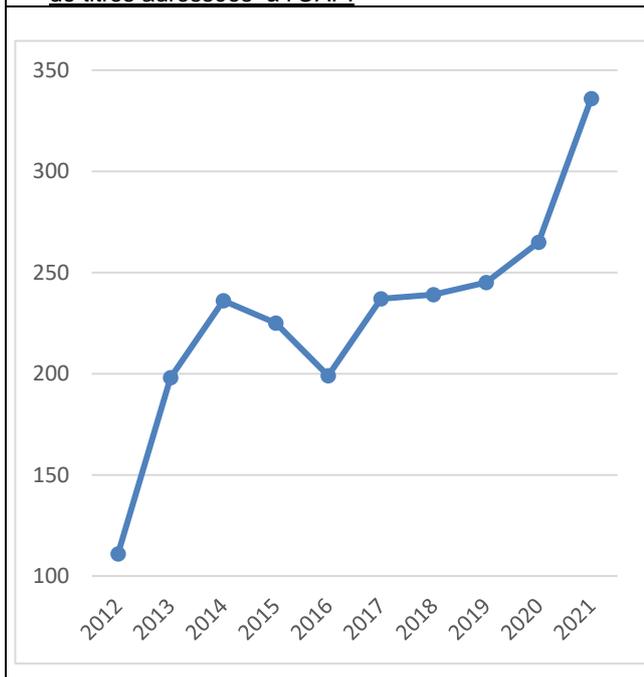
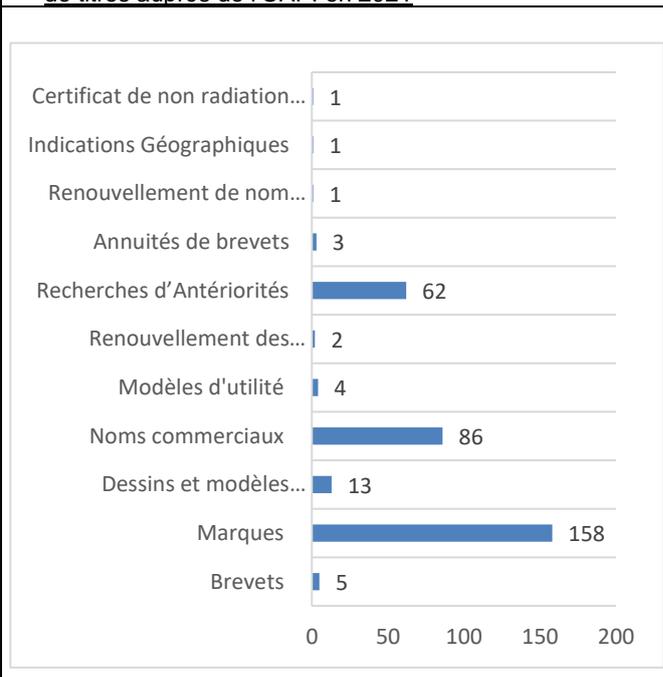
Entre 2012 et 2021, sous l'effet des actions de sensibilisation et des formations en matière de propriété intellectuelle, le nombre de demandes de titres de propriété enregistre une tendance haussière. Le taux de croissance annuel moyen des demandes de titres est de 11,7%. Cependant, des efforts doivent être faits pour une amélioration la situation. En effet, à titre d'exemple, les demandes de brevets et de dessins et modèles industriels ne représentent que respectivement 1,5% et 3,9% des demandes de titres de propriété en 2021.

Source : Centre national de la propriété industrielle

Les données concernent uniquement les demandes qui sont passées par le CNPI et ne prennent pas en compte les demandes envoyées à l'OAPI par les mandataires ou les particuliers eux-mêmes. Aussi, elles ne prennent en compte les droits de propriété littéraire et artistique dont le BBDA a la charge au plan national

Tableau 08 : Demandes de titres adressées à l'OAPI

	Valeurs en 2021	Variation / 2020 (%)	Variation / 2012 (%)
Brevets	5	-28,6	400,0
Marques	158	23,4	305,1
Dessins et modèles industriels	13	44,4	1200,0
Noms commerciaux	86	104,8	65,4
Modèles d'utilité	4	100,0	100,0
Renouvellement des marques	2	0,0	0,0
Recherches d'Antériorités	62	-3,1	675,0
Renouvellement de nom commercial	1		
Restauration de marques	0		-100,0
Annuités de brevets	3	200,0	-40,0
Annuités de modèles d'utilité	0	-100,0	
Obtentions Végétales	0		
Indications Géographiques	1		
Certificat de non radiation et attestation de non déchéance	1	-87,5	
Restauration brevet	0	-100,0	
Registre spécial marque	0		
Ensemble	336	26,8	202,7

Graphique 29 : Evolution de l'ensemble des demandes de titres adressées à l'OAPI**Graphique 30 : Répartition de l'ensemble des demandes de titres auprès de l'OAPI en 2021**

5. NORMALISATION ET PROMOTION DE LA QUALITE

Points saillants :

- Baisse de 4,7% du nombre de contrôles métrologiques effectués ;
- Les activités de l'Agence ont concerné à 83% des analyses et des contrôles de qualité.

Commentaires :

L'année 2021 enregistre une baisse de 4,7% des contrôles métrologiques de l'agence effectués sur les instruments de mesure comparativement à 2020. En effet, cette variation est principalement imputable à la baisse des contrôles sur les distributeurs routiers, soit 15,7%. Sur la même période, une hausse des contrôles a été opérée sur les bascules à romaine, les balances électroniques et les ponts bascules soient respectivement 16,5%, 163,8% et 21,4%.

Les contrôles métrologiques ont concerné à 65,8% les distributeurs routiers et 22,84% les bascules à romaine contre respectivement 74% et 18,68% en 2020.

De ces contrôles, il ressort que 74,5% des distributeurs routiers sont conformes contre 66,7% en 2020. En ce qui concerne les doseuses pondérales, le niveau de conformité est de 61,2% contre 100% en 2020. Ces proportions de conformité interpellent sur l'impérieuse nécessité d'intensifier les contrôles afin de protéger le consommateur.

Relativement au respect des normes en matière de qualité, 10 472 contrôles et analyses de qualité ont été effectués durant l'année 2021 et sont en hausse de 21,6% par rapport à 2020. Ces contrôles ont concerné à 70,6% les matériaux de construction. Par ailleurs, 14 normes ont été élaborées contre 22 en 2020 et relatives aux aliments enrichis.

En 2021, les contrôles métrologiques ont représenté 26% du volume des activités de contrôle de l'agence et 37% à la fois pour les analyses de qualité et les contrôles de qualité contre respectivement 30%, 35% et 35% en 2020.

Source : Agence burkinabè de normalisation, de la métrologie et de la qualité

Tableau 09 : Contrôles métrologiques effectués par type d'instruments de mesure

	Valeurs en 2021	Variation / 2020 (%)	Variation / 2012 (%)
Distributeurs routiers	4717	-15,7	76,9
Compteurs volumétriques	60	-11,8	50,0
Instruments de pesage (bascules à romaine)	1637	16,5	50,2
Balances électroniques	422	163,8	-58,8
Ponts bascules	51	21,4	168,4
Doseuses pondérales	129	-19,4	143,4
Masses	0	-100,0	-100,0
Pèse-essieux	3		
Sonde de température	149		
Ensemble	7168	-4,7	44,7

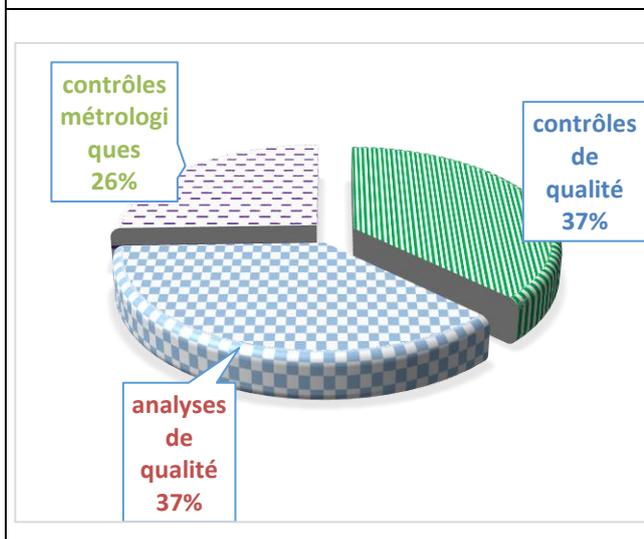
Tableau 10 : Contrôles de qualité effectués par type de produits

	Valeurs 2021	Variation / 2020(%)	Variation / 2012 (%)
Pneumatiques et chambres à air	146	-1,4	461,5
Matériaux de construction	7390	-2,1	2347,0
Bouteilles de gaz	50	-2,0	284,6
Carbure	8	100,0	
Piles électriques	331	23,0	
Sachets en plastique et vaisselles, articles de ménage, d'hygiène ou de toilette en plastique	195	33,6	4775,0
Huile de pétrole	728	109,8	99,5
Tissus	61	125,9	
Appareils et instruments de pesage et de mesurage	251	318,3	4083,3
Jouets et articles pour jeux de société	168	1020,0	
Pesticides et engrais	274		
Appareils électroménagers	581		
Equipements d'énergie solaire	289		
Ensemble	10472	21,6	1362,6

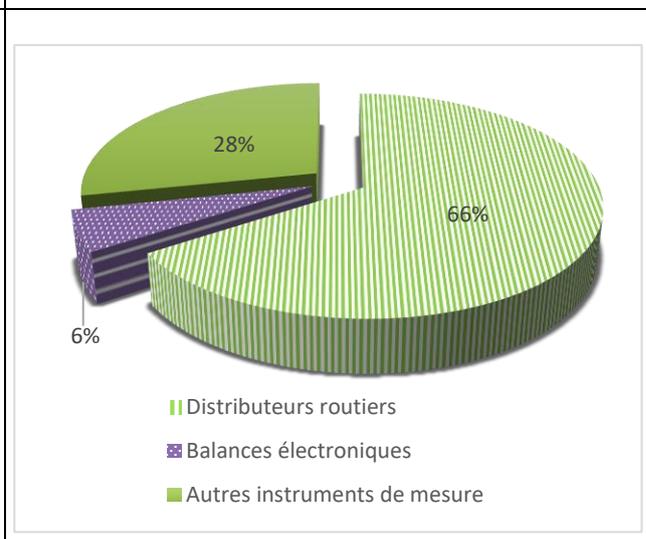
Tableau 11 : Analyses de qualité effectuées par type de produits

	Valeurs 2021	Variation / 2020 (%)	Variation / 2012 (%)
Pneumatiques	146	-1,4	305,6
Matériaux de construction	7390	-2,1	538,2
Bouteilles de gaz	50	-2,0	455,6
Carbure	8	100,0	0,0
Piles électriques	331	23,0	16450,0
Sachets en plastique et vaisselles, articles de ménage, d'hygiène ou de toilette en plastique	195	33,6	114,3
Huile de pétrole	728	109,8	96,8
Tissus	61	125,9	-69,8
Appareils et instruments de pesage et de mesurage	251	318,3	865,4
Jouets et articles pour jeux de société	168	1020,0	1766,7
Pesticides et engrais	274		
Appareils électroménagers	581		
Equipements d'énergie solaire	289		
Ensemble	10472	21,6	448,0

Graphique 31 : Répartition des opérations de contrôles réalisées par l'ABNORM en 2021



Graphique 32 : Répartition des contrôles métrologiques effectués en 2021



6. LES ENTREPRISES INDUSTRIELLES

6.1. L'Indice de prix de production de l'industrie

Points saillants :

- Variation en yoyo des prix de production de l'industrie ;
- Baisse de prix de production sur les 3 derniers trimestres, en glissement annuel.

Commentaires :

L'indice de prix de production de l'industrie (IPPI) après une baisse au second trimestre enregistre une hausse jusqu'en fin 2021. En effet, d'un niveau d'indice de 168,8 au premier trimestre, il fléchit à 122,3 au second trimestre puis affiche une valeur de 147,5 en fin d'année, soit des variations respectives de (+11,1%), (-27,5%) et (+4,2%). Cette évolution de l'indice est essentiellement entraînée par les prix de production dans les « industries manufacturières ».

En glissement annuel, le premier trimestre affiche une hausse de 15,5% du prix de production de l'industrie. Par contre, au cours des trimestres suivants, les prix de production affichent des baisses respectives de 18,4% ; 7% et 2,9% par rapport à l'année 2020.

De façon spécifique, la hausse (+11,1%) des prix de production au premier trimestre est portée par les industries extractives (+12,4%) et les industries manufacturières (+8,3%). Cette hausse a été atténuée une baisse de -13,7% de prix de production dans les « industries de production et de distribution d'électricité, de gaz et eau ».

Au second trimestre, bien que les prix de production dans les « industries de production et de distribution d'électricité, de gaz et eau » augmentent de 50,4%, la baisse de prix enregistrée est tirée par celles dans les industries extractives (-30,5%) et les industries manufacturières (-20,8%).

Au troisième trimestre, la hausse des prix de production de l'industrie de 15,7% est soutenue par l'augmentation de 20,3% des prix dans les industries extractives et 16,3% dans les industries manufacturières, elles-mêmes tirées par les imprimeries et reproduction d'enregistrement (+151,5%), les fabrication d'ouvrages en métaux (+40,2%) et le travail du bois et fabrication d'articles en bois hors meubles (+30,1%).

Au dernier trimestre, la poursuite de la hausse de prix de production (+4,2%) est essentiellement le fait des industries manufacturières. En effet, dans cette catégorie, de fortes hausses de prix de production sont enregistrées, soit 252,7% dans la fabrication d'articles d'habillement, 188,2% dans les autres industries manufacturières, 125,7% dans l'imprimerie, 121,9% dans la fabrication du papier et 80,3% dans le travail du caoutchouc et du plastique.

Source : Institut national de la statistique et de la démographie

Tableau 12 : Evolution de l'indice trimestriel de prix de production de l'industrie par type d'industries

	2021				Variations (%)			
	T1	T2	T3	T4	T1/T4-1	T2/T1	T3/T2	T4/T3
Industries extractives	169,1	117,5	141,40	121,50	12,4	-30,5	20,3	-14,1
Extraction de minerais métalliques	159,6	108,5	129,9	113,9	12,8	-32,0	19,7	-12,3
Activités de soutien aux industries extractives	321,7	319,5	408,3	260,1	10,5	-0,7	27,8	-36,3
Industries manufacturières	127,1	100,7	117,1	139,4	8,3	-20,8	16,3	19,0
Fabrication de produits alimentaires	118,3	78,2	93,4	96,7	27,1	-33,9	19,4	3,5
Fabrication de boissons	75,7	99,6	107,4	169,6	-40,3	31,6	7,8	57,9
Fabrication de produits à base de tabac	130,3	132,8	139,5	138,8	-15,3	1,9	5,0	-0,5
Activités de fabrication de textiles	180,3	111,5	107	98,3	153,2	-38,2	-4,0	-8,1
Fabrication d'articles d'habillement	228	123,1	102,5	361,5	-30,5	-46,0	-16,7	252,7
Travail du cuir ; fabrication d'articles de voyage et de chaussures	35,8	41,2	27,1	12,6	-13,1	15,1	-34,2	-53,5
Travail du bois et fabrication d'articles en bois hors meubles	44	94,2	122,6	115,5	-69,8	114,1	30,1	-5,8
Fabrication du papier et du carton	280,9	154,5	160,2	355,5	-35,7	-45,0	3,7	121,9
Imprimerie et reproduction d'enregistrements	75,6	30,5	76,7	173,1	-58,0	-59,7	151,5	125,7
Fabrication de produits chimiques	194,6	183	224,1	204,2	4,2	-6,0	22,5	-8,9
Travail du caoutchouc et du plastique	140	152,5	168,2	303,2	11,2	8,9	10,3	80,3
Fabrication de matériaux minéraux	91,7	106,4	109	106,2	0,2	16,0	2,4	-2,6
Métallurgie	89,9	79	71,4	69,7	-13,9	-12,1	-9,6	-2,4
Fabrication d'ouvrages en métaux	169,2	153,8	215,7	232,1	81,5	-9,1	40,2	7,6
Fabrication de meubles et matelas	370,4	307,9	284,8	269,9	13,3	-16,9	-7,5	-5,2
Autres industries manufacturières	95,9	151,9	102,4	295,1	-71,7	58,4	-32,6	188,2
Industries de production et de distribution d'électricité, de gaz et eau	277,4	417,1	354,2	378,9	-13,7	50,4	-15,1	7,0
Production et distribution d'électricité et de gaz	264,8	440,5	358,1	379,4	-15,7	66,4	-18,7	5,9
Captage, traitement et distribution d'eau	179,4	194,8	193,6	213,7	-8,9	8,6	-0,6	10,4
Total industries	168,8	122,3	141,5	147,5	11,1	-27,5	15,7	4,2

Tableau 13 : Evolution de l'indice trimestriel de prix de production de l'industrie par type d'industries (en glissement annuel)

	2021				Glissement annuel (%)			
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4
Industries extractives	169,1	117,5	141,40	121,50	16,1	-28,4	-4,7	-19,3
Extraction de minerais métalliques	159,6	108,5	129,9	113,9	17,4	-33,1	-5,0	-19,5
Activités de soutien aux industries extractives	321,7	319,5	408,3	260,1	5,8	120,2	18,1	-10,6
Industries manufacturières	127,1	100,7	117,1	139,4	14,6	2,5	-10,7	18,7
Fabrication de produits alimentaires	118,3	78,2	93,4	96,7	7,6	-8,4	-30,2	3,9
Fabrication de boissons	75,7	99,6	107,4	169,6	-24,8	-21,4	-15,0	33,8
Fabrication de produits à base de tabac	130,3	132,8	139,5	138,8	-19,9	-9,4	-10,3	-9,8
Activités de fabrication de textiles	180,3	111,5	107	98,3	25,2	-19,1	-19,9	38,1
Fabrication d'articles d'habillement	228	123,1	102,5	361,5	5,0	4,9	86,7	10,1
Travail du cuir ; fabrication d'articles de voyage et de chaussures	35,8	41,2	27,1	12,6	-40,0	-39,9	-53,4	-69,4
Travail du bois et fabrication d'articles en bois hors meubles	44	94,2	122,6	115,5	0,2	0,2	-61,4	-20,6
Fabrication du papier et du carton	280,9	154,5	160,2	355,5	66,1	48,8	34,5	-18,6
Imprimerie et reproduction d'enregistrements	75,6	30,5	76,7	173,1	11,2	-56,9	-4,5	-3,7
Fabrication de produits chimiques	194,6	183	224,1	204,2	10,6	12,3	8,4	9,4
Travail du caoutchouc et du plastique	140	152,5	168,2	303,2	8,6	8,5	29,6	140,8
Fabrication de matériaux minéraux	91,7	106,4	109	106,2	24,6	30,4	15,8	16,1
Métallurgie	89,9	79	71,4	69,7	-22,6	-11,8	-15,1	-33,2
Fabrication d'ouvrages en métaux	169,2	153,8	215,7	232,1	271,9	256,0	149,1	149,0
Fabrication de meubles et matelas	370,4	307,9	284,8	269,9	1,0	1,1	-1,5	-17,5
Autres industries manufacturières	95,9	151,9	102,4	295,1	-12,6	0,7	13,7	-12,8
Industries de production et de distribution d'électricité, de gaz et eau	277,4	417,1	354,2	378,9	6,4	4,3	6,6	17,9
Production et distribution d'électricité et de gaz	264,8	440,5	358,1	379,4	7,9	6,1	6,0	20,8
Captage, traitement et distribution d'eau	179,4	194,8	193,6	213,7	0,0	0,0	9,4	8,5
Total industries	168,8	122,3	141,5	147,5	15,5	-18,4	-7,0	-2,9

7. COMMERCE

7.1. Le commerce extérieur

Points saillants :

- Solde commercial excédentaire de 230,2 milliards F CFA ;
- Amélioration de 3,2% du taux de couverture de la balance commerciale.

Commentaires :

En 2021, les exportations sont supérieures aux importations. En effet, les exportations s'élevaient à 2 794,7 milliards de F CFA, en hausse de 11,5% par rapport à l'année précédente. Quant aux importations, elles enregistrent une hausse de 8,2% et s'établissent à 2 564,5 milliards de F CFA. La balance commerciale du Burkina Faso, généralement déficitaire, enregistre pour la seconde fois consécutive, un solde positif de 230,2 milliards de F CFA. Ce solde est en augmentation de 63% entre 2020 et 2021. Cette amélioration s'explique par la reprise de l'activité économique mondiale un an après l'apparition de la maladie à coronavirus qui a entraîné une crise économique sans précédent. En effet, les mesures prises par les états pour empêcher la propagation de la maladie avaient conduit à la fermeture des frontières entraînant des perturbations voire des ruptures de certaines chaînes d'approvisionnement mondiales. A cela s'ajoute une hausse des cours mondiaux des principales matières exportées par le pays notamment l'or et le coton.

Le taux de couverture de la balance commerciale qui est le rapport entre les exportations et les importations de biens, est en hausse par rapport à 2020. Il passe de 105,8% à 109% en 2021, soit une amélioration de 3%.

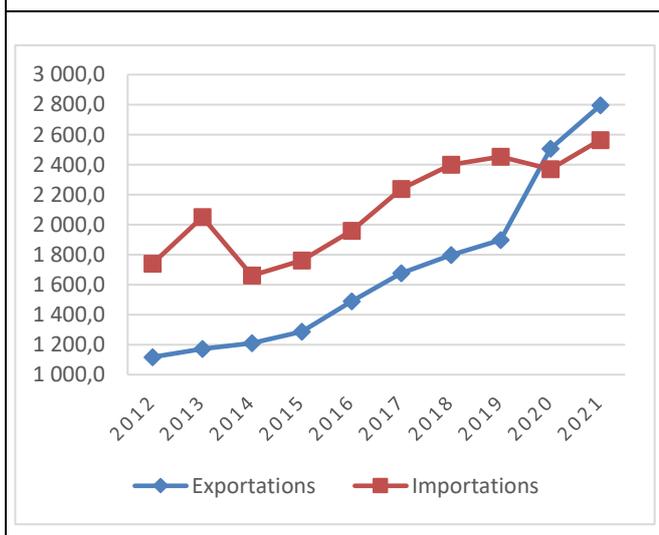
Sur les dix dernières années, les exportations enregistrent une hausse continue avec une valeur qui a plus que doublé avec un accroissement moyen de 9,6%. Quant aux importations, elles ont aussi connu une tendance haussière sur la même période, avec cependant un repli constaté entre 2013 et 2014 ; la croissance moyenne sur la période est de 4,0%.

Source : Institut national de la statistique et de la démographie

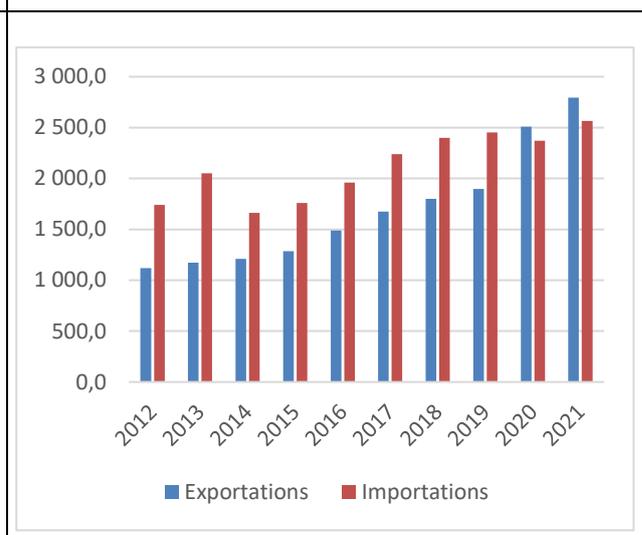
Tableau 14 : Evolution des importations et des exportations (en milliards de FCFA)

	Valeur en 2021	Variation / 2020 (%)	Variation / 2012 (%)
Exportations	2 794,70	11,5	150,1
Importations	2 564,50	8,2	47,4
Balance commerciale	230,2	67,5	63,0

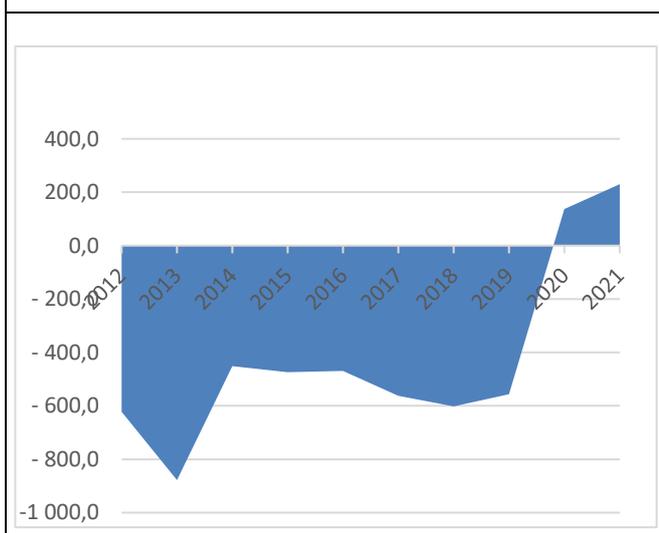
Graphique 33 : Evolution des importations et des exportations (en milliards de F CFA)



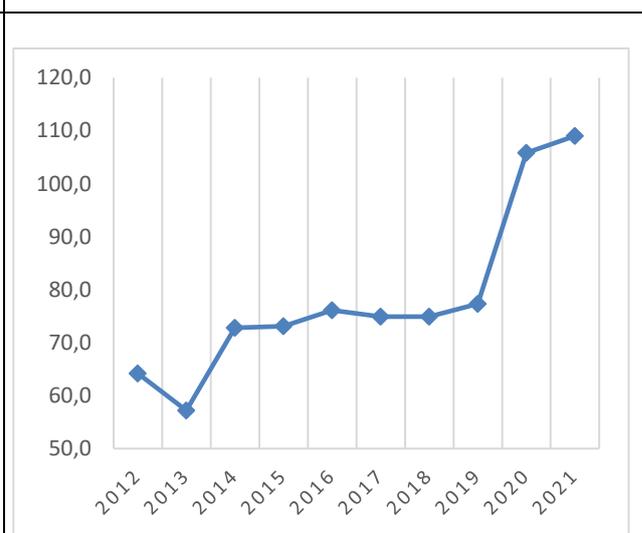
Graphique 34 : Evolution des importations et des exportations (en milliards de F CFA)



Graphique 35 : Evolution de la balance commerciale (en milliards de F CFA)



Graphique 36 : Evolution du taux de couverture de la balance commerciale (en %)



7.2.1 Principaux produits exportés

Points saillants :

- Hausse de 5,9 % des exportations d'or du Burkina Faso ;
- La Suisse est la principale destination des produits burkinabè ;
- Hausse de 17,4% des exportations en direction de l'Afrique.

Commentaires :

Les exportations du Burkina Faso se chiffrent à 2794,7 milliards de F CFA en 2021, en hausse de 11,5% comparativement à l'année précédente. L'or et les alliages d'or à usage non monétaire demeurent le premier produit d'exportation du pays. Sa valeur est de 2172 milliards de F CFA en hausse de 5,9% par rapport à 2020, essentiellement due à l'augmentation de la quantité produite, soit 66,9 tonnes. En valeur, elles ont représenté 77,7% des exportations totales contre 86,7% en 2020. Entre 2012 et 2021, les exportations d'or ont augmenté en moyenne de 10,4% l'an.

Le coton, second produit d'exportation du Burkina, représente 9% des recettes totales d'exportation contre 6% précédemment avec une valeur de 252 milliards de F CFA, en hausse de 67,2% par rapport à 2020.

Les exportations de zinc représentent 3% des exportations totales en 2021 et sont en hausse de 44,5% par rapport à 2020. Les graines de sésame et les « farines de graines et de fruits oléagineux, non déshuilés, sauf celle de moutarde » quant à elles enregistrent des baisses respectives de leurs productions par rapport à l'année 2020, soient respectivement 5,4% et 9,9%.

Les principales destinations des matières premières en 2021 sont l'Europe, l'Asie et l'Afrique avec respectivement 2 112,7 milliards de F CFA, 403,7 milliards de F CFA et 245,9 milliards de F CFA. Les exportations en direction du continent africain sont en hausse de 17,4% par rapport à 2020 et ont représenté 8,8% des exportations contre 8,4% précédemment. Plus spécifiquement, les produits du Burkina ont pour destination finale la Suisse, l'Inde, Singapour et la Côte d'Ivoire.

Source : Institut national de la statistique et de la démographie

Tableau 15 : Evolution des principaux produits exportés selon la nomenclature CTCl (en milliards de F CFA)

	Valeur en 2021	Variation / 2020 (%)	Variation / 2012 (%)	% des exportations en 2021
Or et alliages d'or à usage non monétaire	2172	5,9	169,6	77,7
Coton (non compris les linters) en masse	252	67,2	68,1	9,0
Minerais de zinc, même enrichis	87,7	44,5		3,1
Noix de cajou fraîches ou sèches, même sans leurs coques ou décortiquées	64,4	65,1	285,6	2,3
Graines de sésame	34,9	-5,4	-22,4	1,2
Farines de graines et de fruits oléagineux, non déshuilés, sauf celle de moutarde	23,6	-9,9	131,4	0,8
Total des exportations	2794,7	11,5	150,1	100,0

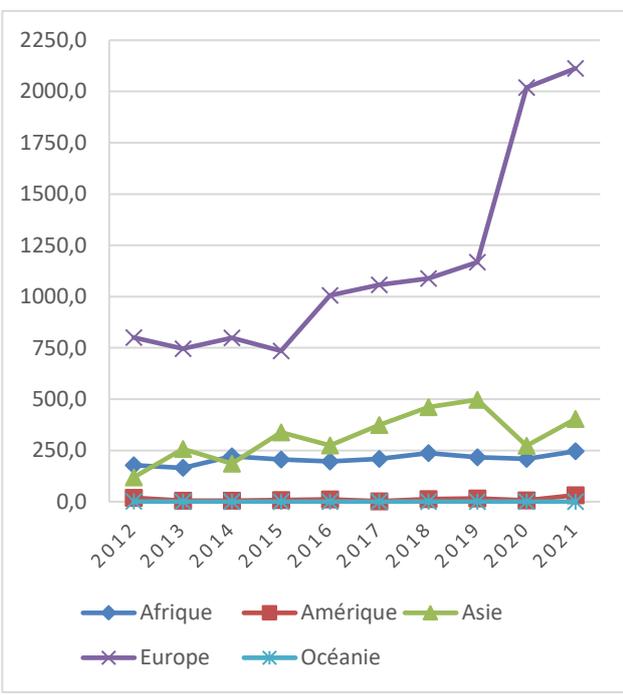
Tableau 16 : Evolution des principaux produits exportés selon la nomenclature CTCl (en milliers de tonnes)

	Valeur en 2021	Variation / 2020 (%)	Variation / 2012 (%)
Ciments Hydrauliques	402,2	41,3	
Coton (non compris les linters) en masse	258,2	54,9	38,4
Dolomie, brute, dégrossie ou simplement débitée par sciage	236	30,5	1023,8
Minerais de zinc, même enrichis	181,3	9,1	
Farines de graines et de fruits oléagineux, non déshuilés, sauf celle de moutarde	103,9	-4,7	43,9
Noix de cajou fraîches ou sèches, même sans leurs coques ou décortiquées	92,2	48,2	88,9
Maïs non moulu	40,4	-72,9	162,3

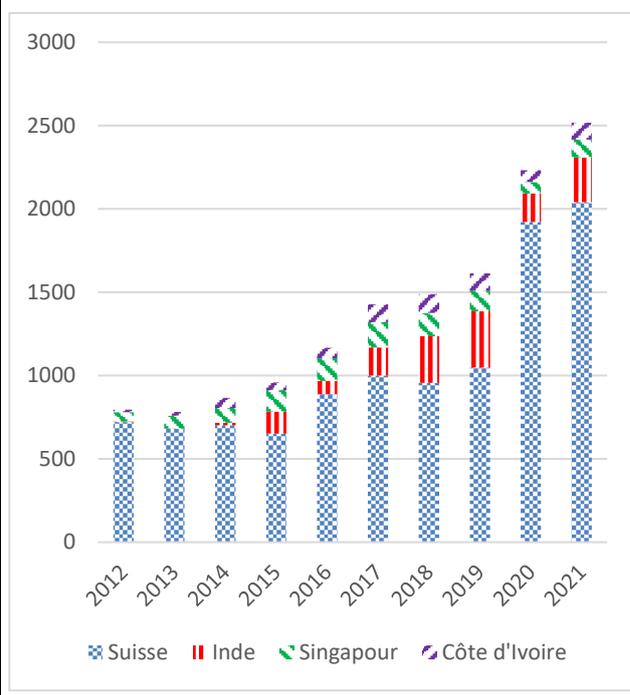
Tableau 17 : Evolution des exportations par continent (en milliards FCFA)

	Valeur en 2021	Variation / 2020 (%)	Variation / 2012 (%)
Afrique	245,9	17,4	37,8
Amérique	32,2	419,8	-81,9
Asie	403,7	48,4	126,2
Europe	2112,7	4,6	1083,6
Océanie	0,2	65,8	-99,9
Ensemble	2794,7	11,5	1465,7

Graphique 37 : Evolution des exportations par continent (en milliards FCFA)



Graphique 38 : Evolution des exportations selon les principaux pays de destination des produits Burkinabè (en milliards FCFA)



7.2.2 Principaux produits importés

Points saillants :

- Augmentation de 16,8% des importations d'hydrocarbures ;
- La Chine est le premier partenaire commercial du Burkina Faso ;
- Les importations en provenance de l'Afrique augmentent de 2,9 points.

Commentaires :

D'une valeur globale de 2564,5 milliards de F CFA en 2021, les importations du Burkina sont en augmentation de 8,2% à la faveur de la reprise de l'activité économique mondiale qui avait connu un ralentissement avec la pandémie à coronavirus. Cette hausse est entraînée essentiellement par les importations des huiles lubrifiantes (+16,8%), des ciments hydrauliques (+9,5%), des véhicules automobiles (+20,1%) et du propane et butane liquéfiés (+29,4%).

Les hydrocarbures constituent le premier produit d'importation ; ils représentent 22,7% des importations totales contre 21% précédemment. Entre 2012 et 2021, l'accroissement moyen annuel desdites importations est de 6,7%.

En valeurs métriques, les quantités de brisures de riz importées (237 600 tonnes) diminuent de 26,0% par rapport à l'année 2020. Il en est de même pour la farine de froment ou de méteil, les huiles de palme et les sucres raffinés dont les importations diminuent respectivement de 56,3%, 25,8% et 15% par rapport à 2020. Ces baisses peuvent s'expliquer par les rationnements opérés par certains pays producteurs du fait d'une offre insuffisante, entraînant une rareté desdits produits sur le marché mondial.

Le continent asiatique est le premier fournisseur du Burkina en 2021 ; les importations y ont atteint 869,9 milliards de F CFA, en hausse de 29,5% par rapport à l'année précédente. L'Europe demeure le deuxième partenaire malgré une baisse de 5% des échanges par rapport à 2020. Les importations en provenance de l'Afrique augmentent de 2,9% en 2021, avec une proportion de 26,2% des importations totales. Les produits importés proviennent essentiellement de la Chine (343,2 milliards de F CFA), de la Côte d'Ivoire (217,2 milliards de F CFA), la France (203 milliards de F CFA), des Etats Unis d'Amérique (180,5 milliards de F CFA) et du Ghana (153,5 milliards de F CFA).

Source : Institut national de la statistique et de la démographie

Tableau 18 : Evolution des principaux produits importés (en milliards FCFA)

	Valeur en 2021	Variation / 2020 (%)	Variation / 2012 (%)	% des importations en 2021
Huiles lubrifiantes et autres huiles lourdes de pétrole ou de minéraux bitumineux	581,4	16,8	43,8	22,7
Toxines, cultures de micro-organismes contenant d'autres substances	106,5	-3,0	110,5	4,2
Ciments hydrauliques	105,7	9,5	126,8	4,1
Voitures automobiles à tous moteurs pour le transport des personnes	84,4	20,1	75,5	3,3
Energie électrique	81,3	-0,5		3,2
Propane et butane liquéfiés	64,2	29,4	146,0	2,5
Voitures automobiles à tous moteurs pour le transport des marchandises	43,9	-11,5	5,0	1,7
Autre froment (avec l'épeautre) et méteil non moulus	41,6	74,8		1,6
Motocycles et vélocipèdes avec moteur auxiliaires avec ou sans side-car	35,7	21,4		1,4
Brisures de riz	35,7	-19,8	9,8	1,4
Total des importations	2564,5	8,2	46,8	100,0

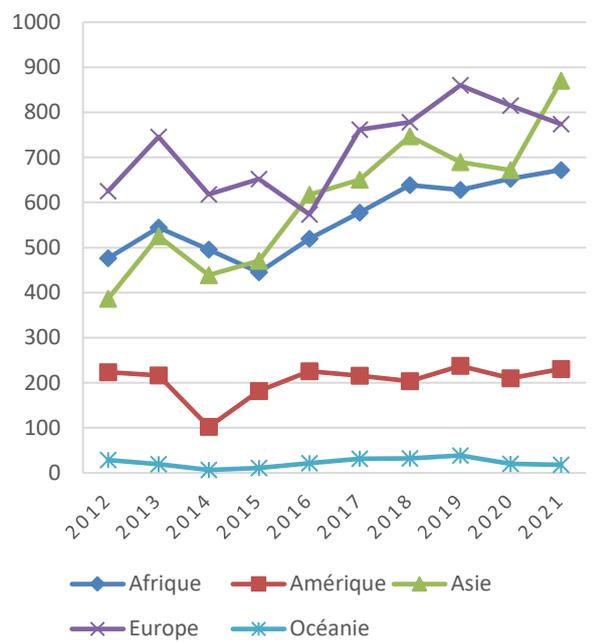
Tableau 19 : Evolution des importations des produits de grande consommation (en milliers de tonnes)

	Valeur en 2021	Variation / 2020 (%)	Variation / 2012 (%)
Brisures de riz	237,6	-26,0	0,2
Farine de froment ou de méteil	30,7	-56,3	-50,8
Huiles de palme	25	-25,8	-50,4
Ciments hydrauliques	2 387,00	14,7	152,0
Sucres raffinés et autres produits du raffinage du sucre ou betterave bruts, sol	54	-15,0	-35,9

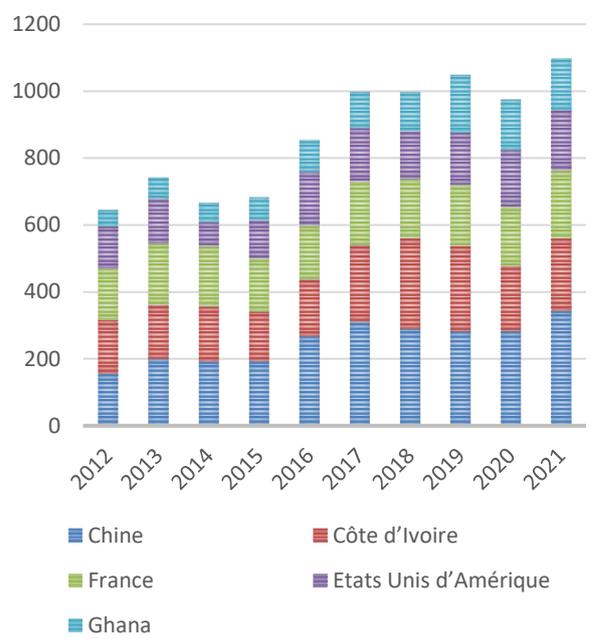
Tableau 20 : Evolution des importations par continent (en milliards FCFA)

	Valeur en 2021	Variation / 2020 (%)	Variation / 2012 (%)
Afrique	672,2	2,9	41,1
Amérique	230,6	9,7	3,2
Asie	869,9	29,5	125,1
Europe	773,7	-5,0	23,8
Océanie	17,9	-11,4	-38,3
Ensemble	2564,5	8,2	47,4

Graphique 39 : Evolution des importations par continent (en milliards FCFA)



Graphique 40 : Evolution des importations selon les principaux pays de provenance des produits (en milliards FCFA)



7.2. Le commerce intérieur

7.2.1 Prix de détail de céréales sur quelques marchés

Point saillant :

- Hausse généralisée des prix moyens des principales céréales locales sur les différents marchés.

Commentaires :

L'analyse des marchés au cours de l'année 2021 montre une hausse généralisée des prix des céréales sur les différents marchés. En effet, les régions du Nord, du Sahel, du Centre-Nord, de l'Est et une partie de la Boucle du Mouhoun, sujettes à des facteurs climatiques et la crise sécuritaire ont impacté négativement sur la production agricole. La baisse de la production locale conjuguée à la réduction des flux entrants de céréales provenant des pays côtiers (Côte d'Ivoire, Bénin, Ghana), il en découle une hausse généralisée des prix des céréales sur les marchés.

Le prix moyen du kilogramme de sorgho blanc enregistre une hausse de 36,6% à Manga, 33,1% à Banfora, 16,9% à Dori, et 12,3% à Ouagadougou par rapport à 2020 contre précédemment des hausses respectives de 5%, 1%, 2,1% et 4,9%. Sur les dix dernières années, le prix moyen du kilogramme de sorgho blanc évolue en dents de scie.

En ce qui concerne le mil, le prix moyen du kilogramme augmente de 11,9% à Dori, 12% à Ouagadougou, 14,2% à Banfora et 12,1% à Bobo-Dioulasso contre précédemment des hausses respectives de 5%, 9,9%, 10,8% et 8,7%. Le prix moyen du kilogramme de mil à Dori est de 282 F CFA, 262 F CFA à Ouagadougou, 257 F CFA à Banfora et 251 F CFA à Bobo-Dioulasso. Tout comme le sorgho blanc, le prix moyen du kilogramme de mil évolue en dents de scie sur les dix dernières années.

A l'instar des autres céréales locales, le prix moyen du kilogramme de maïs blanc augmente sur l'ensemble des marchés ; hausses comprises entre 17% et 39% par rapport à 2020 contre 2,4% et 8,7% précédemment. A Dori, le prix moyen du kilogramme est de 248 F CFA contre 218 F CFA à Ouagadougou, 213 à Fada N'Gourma et 203 F CFA à Bobo-Dioulasso. Au cours de la décade, le prix moyen du kilogramme de maïs blanc évolue avec une tendance à la hausse.

Le riz importé quant à lui, enregistre une hausse du prix moyen du kilogramme de 2,3% à Bobo-Dioulasso et Dédougou, 3,9% à Léo contre une baisse de 0,2% à Ouagadougou par rapport à 2020.

L'intensification des contrôles des prix des céréales sur les différents marchés, la limitation des exportations, la mise en place et l'augmentation du nombre de boutiques témoins ainsi que leur approvisionnement suffisant contribueraient à réduire les effets de cette hausse généralisée des prix.

<p><u>Source</u> : Institut national de la statistique et de la démographie Société nationale de gestion des stocks de sécurité alimentaire</p>

Tableau 21 : Evolution des prix moyens annuels à la consommation du sorgho blanc (en FCFA/kg) dans quelques villes

	Valeur en 2021	Variation / 2020 (%)	Variation / 2012 (%)
Ouagadougou	238	12,3	-0,4
Dori	235	16,9	5,4
Fada N’Gourma	198	36,6	8,2
Banfora	197	33,1	-1,5

Tableau 22 : Evolution des prix moyens annuels à la consommation du mil (en FCFA/kg) dans quelques villes

	Valeur en 2021	Variation / 2020 (%)	Variation / 2012 (%)
Dori	282	11,9	3,7
Ouagadougou	262	12,0	-5,1
Banfora	257	14,2	-8,5
Bobo-Dioulasso	251	12,1	-8,7

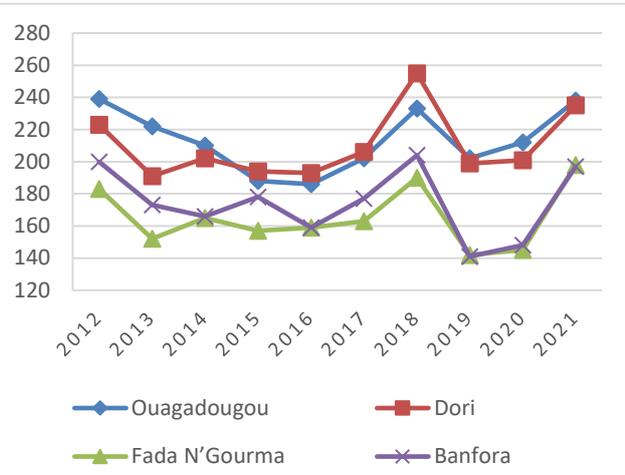
Tableau 23 : Evolution des prix moyens annuels à la consommation du maïs blanc (en FCFA/kg) dans quelques villes

	Valeur en 2021	Variation / 2020 (%)	Variation / 2012 (%)
Dori	248	17,0	12,2
Ouagadougou	218	33,7	11,2
Fada N’Gourma	213	30,7	19,0
Bobo-Dioulasso (Niénéta)	203	39,0	13,4

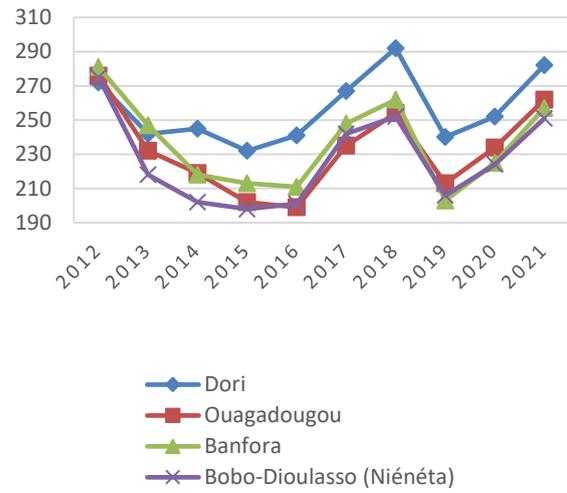
Tableau 24 : Evolution des prix moyens annuels à la consommation du riz importé 25% brisures (en FCFA/kg) dans quelques villes

	Valeur en 2021	Variation / 2020 (%)	Variation / 2012 (%)
Ouagadougou	400	-0,2	-3,4
Bobo-Dioulasso (Niénéta)	407	2,3	1,5
Dédougou (Djibasso)	405	2,3	-1,5
Léo	400	3,9	1,3

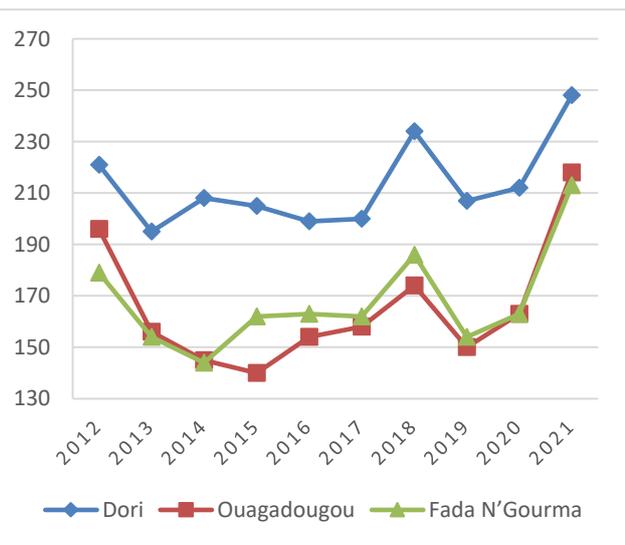
Graphique 41 : Evolution des prix du sorgho blanc (en FCFA/ kg) dans quelques villes



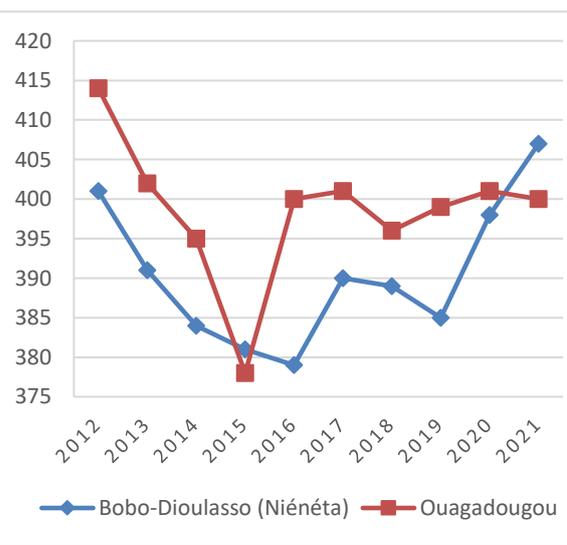
Graphique 42 : Evolution des prix du mil (en FCFA/ kg) dans quelques villes



Graphique 43 : Evolution des prix du maïs blanc (en FCFA/ kg) dans quelques villes



Graphique 44 : Evolution des prix du riz importé 25% brisures (en FCFA/ kg) dans quelques villes



7.2.2 Prix de bétail sur quelques marchés

Points saillant :

- Hausse généralisée du prix moyen des différentes espèces de bétail sur les différents marchés ;

Commentaires :

Au cours de l'année 2021, les prix moyens du bétail enregistrent de façon générale des variations à la hausse sur les différents marchés.

En ce qui concerne le Taurillon/génisse, les prix moyens augmentent sur la plupart des marchés, exception des marchés de Pouytenga où une légère baisse de 0,1% est enregistrée. Les hausses sont comprises entre 5,9% et 56,1%.

Les prix moyens du taureau/bœuf augmentent de façon générale sur les différents marchés ; les hausses sont comprises entre 13,4% et 53,5% comparativement à 2020. Cependant sur les marchés de Fada N'Gourma, une légère baisse de 0,6% est constatée.

Quant au bélier mossi, ses prix moyens ont enregistré une hausse sur tous les marchés, variant entre 2,1% et 46,9% relativement à 2020. Sur les dix dernières années, les prix de l'espèce ont une tendance haussière sur les différents marchés.

Concernant la chèvre mossi, ses prix sont en hausse généralisée sur les différents marchés par rapport à 2020. Les hausses sont comprises entre 4,9% et 47,7%. Après une évolution en yoyo entre 2012 et 2019, une tendance haussière des prix est enregistrée ces dernières années.

Source : Ministère de l'agriculture, des ressources animales et halieutiques

Tableau 25 : Evolution des prix moyens annuels du Taurillon/ Génisse bon état (en milliers de FCFA/tête) dans quelques marchés

	Valeur en 2021	Variation / 2020 (%)	Variation / 2012 (%)
Youba	286,5	56,1	49,7
Gorom-Gorom	219,6	50,0	39,9
Ouagadougou	217,4	6,6	9,6
Kaya	213,1	16,9	21,5
Pouytenga	191,9	-0,1	-8,6
Fada N'Gourma	171,6	5,9	-5,0

Tableau 26 : Evolution des prix moyens annuels du Taureau/bœuf bon état (en milliers de FCFA/tête)

	Valeur en 2021	Variation/ 2020 (%)	Variation/ 2012 (%)
Youba	463,2	53,5	50,6
Ouagadougou	418,7	16,4	45,4
Pouytenga	413,4	13,4	22,3
Kaya	398,4	14,4	21,4
Bobo-Dioulasso	354,4	15,6	27,8
Fada N'Gourma	352,9	-0,6	2,4
Gorom-Gorom	323,5	25,7	23,2

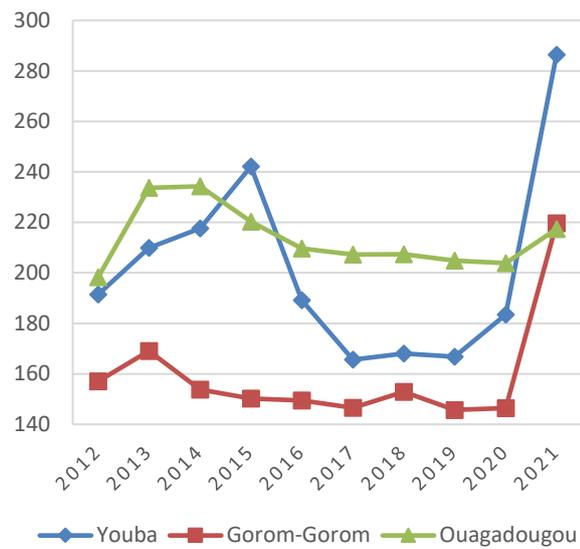
Tableau 27 : Evolution des prix moyens annuels du Bélier mossi bon état (en milliers de FCFA/tête)

	Valeur en 2021	Variation/ 2020 (%)	Variation/ 2012 (%)
Youba	89,9	46,9	94,2
Pouytenga	79,1	33,2	117,3
Ouagadougou	73,8	2,5	30,4
Fada N'Gourma	63,9	2,1	39,2
Kaya	54,8	8,7	51,4
Bobo-Dioulasso	52,4	11,7	62,2

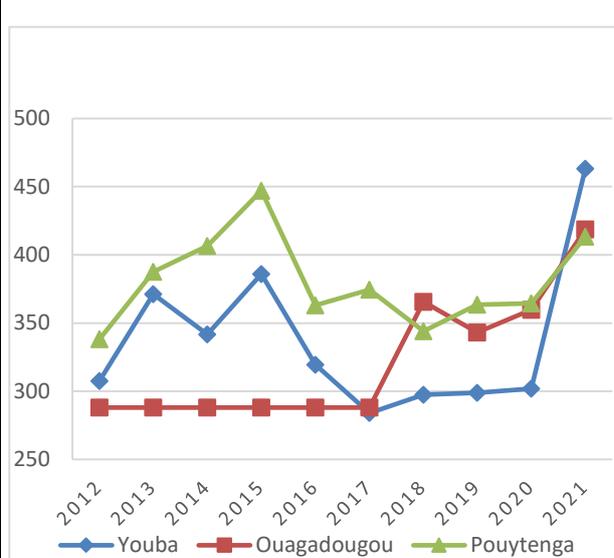
Tableau 28 : Evolution des prix moyens annuels de la Chèvre mossi en bon état (en milliers de FCFA/tête)

	Valeur en 2021	Variation / 2020 (%)	Variation / 2012 (%)
Youba	38,4	47,7	54,2
Ouagadougou	31,4	24,6	28,7
Bobo-Dioulasso	29,8	25,7	66,5
Kaya	28	21,2	44,3
Pouytenga	26	10,6	38,3
Fada N'Gourma	25,5	4,9	46,6

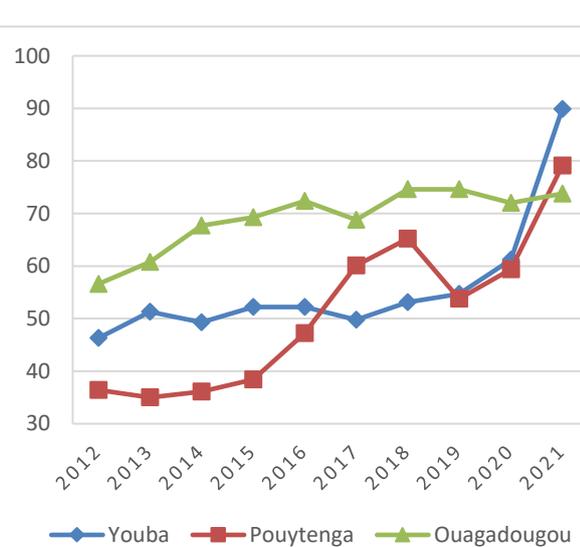
Graphique 45 : Evolution des prix moyens annuels du Taurillon/ Génisse bon état (en milliers de FCFA tête)



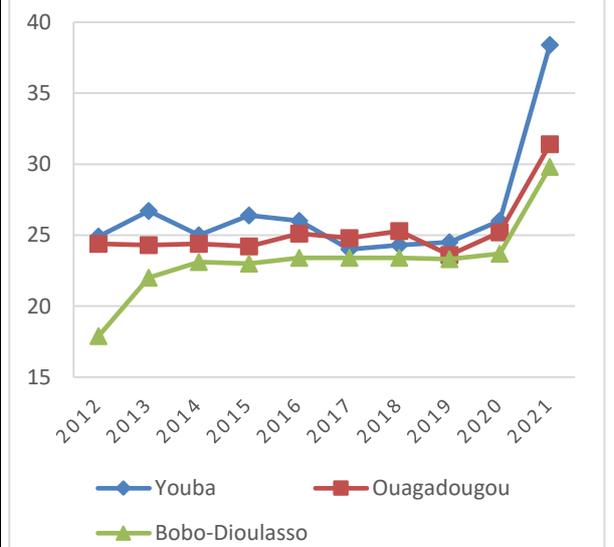
Graphique 46 : Evolution des prix moyens annuels du Taureau/bœuf bon état (en milliers de FCFA/tête)



Graphique 47 : Evolution des prix moyens annuels du Bélier mossi bon état (en milliers de FCFA/tête)



Graphique 48 : Evolution des prix moyens annuels de la Chèvre mossi en bon état (en milliers de FCFA/tête)



7.2.3 Prix des hydrocarbures

Points saillants :

- Baisse des prix de vente à la pompe des hydrocarbures liquides ;
- Hausse de 8% du prix de vente de la bouteille de 12,5 kg de gaz butane.

Commentaires :

Les prix de vente à la pompe des hydrocarbures liquides diminuent au cours de l'année 2021 contrairement au gaz butane qui enregistre une augmentation. Cette baisse de prix s'explique par les variations du cours du baril de pétrole sur le marché international. Les baisses sont comprises entre 0,9% et 2,2% suivant le type d'hydrocarbures. A Ouagadougou, le prix du Super 91 diminue de 2,2% et vendu à un prix moyen de 613 F CFA le litre. Le gasoil et l'essence mélange affichent respectivement des prix moyens de 543 F CFA et 621 FCFA le litre.

Concernant le gaz butane, les variations de prix à l'international ont occasionné une hausse de prix de 500 F CFA pour la bouteille de 12,5kg et désormais vendu à 5500 F CFA à Ouagadougou et Bobo-Dioulasso. Le prix moyen de la bouteille de 6 kg demeure à 2000 F CFA à Ouagadougou et Bobo-Dioulasso.

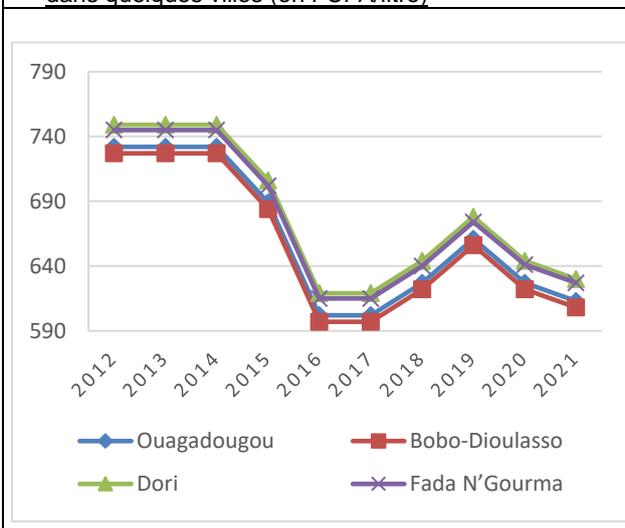
Entre 2012-2021, les prix moyens des hydrocarbures liquides enregistrent des variations en dents de scie avec une tendance baissière. Le prix moyen du Super 91, du gasoil et de l'essence mélange et du pétrole baisse respectivement de 16,3%, 17,2% et 16,1% et 11% par rapport à leurs niveaux de 2012. Par contre, sur la même période, une hausse de 28,2% du prix moyen de la bouteille de gaz butane de 6 kg et de 35% pour celle de 12,5 kg de pétrole est enregistrée.

Source : Société nationale Burkinabè d'hydrocarbures

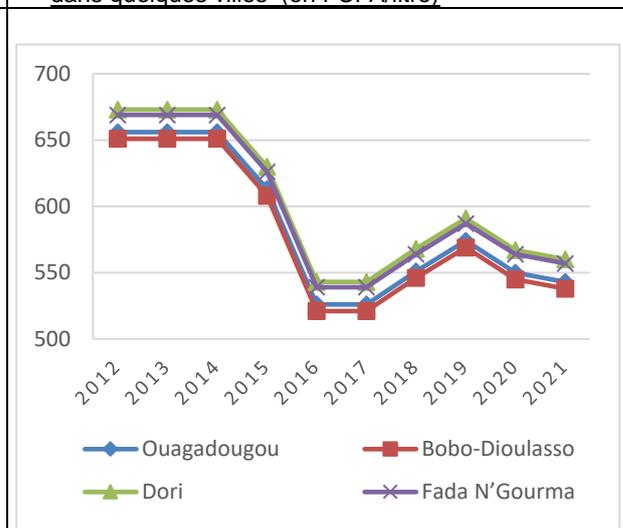
Tableau 29 : Variation du prix de vente à la pompe du litre d'hydrocarbures à Ouagadougou en FCFA

	Valeur en 2021	Variation/ 2020 (%)	Variation/ 2012 (%)
Super 91	613	-2,2	-16,3
Pétrole	543	-0,9	-11,0
Gasoil	543	-1,3	-17,2
Mélange	621	-2,2	-16,1
Gaz (6kg)	2000	0,0	28,2
Gaz (12,5kg)	5400	8,0	35,0

Graphique 49 : Evolution des prix de vente du super 91 dans quelques villes (en FCFA/litre)



Graphique 50 : Evolution du prix de vente du gasoil dans quelques villes (en FCFA/litre)



7.2.4 Indice harmonisé des prix à la consommation

Points saillants :

- Hausse de 3,9% du niveau général des prix des produits ;
- Flambée de 7,3% des prix des produits alimentaires ;
- Hausse de 2,1% des dépenses de services de « logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles ».

Commentaires :

L'année 2021 est marquée par une augmentation du niveau général des prix à la consommation de l'ordre de 3,9% contre une hausse de 1,8% précédemment. Cette inflation est imputable au renchérissement des prix des « produits alimentaires et boissons non alcoolisées » (+7,3%), des « boissons alcoolisées » (+4,7%), mais aussi des services « logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles » (+2,1%) et de la fonction « enseignement » 1,5%.

Pour les produits alimentaires et boissons non alcoolisées la hausse s'expliquerait par l'envolée des prix des céréales locales comme le maïs, le sorgho suite à la mauvaise campagne agricole 2021. En ce qui concerne la fonction « logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles », la hausse du niveau des prix tire ses origines notamment de la hausse des prix du gaz butane de 12,5kg, de même que ceux des produits qui lui sont substituables (bois de chauffe et charbon de bois).

L'inflation de 3,9% est au-dessus du critère de convergence au sein de l'UEMOA, qui est d'un maximum de 3%, et invite à la prise de mesures urgentes par les autorités gouvernementales afin de contenir la hausse des prix.

Source : Institut national de la statistique et de la démographie

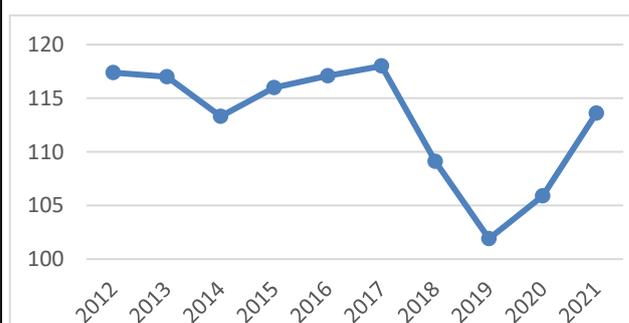
Tableau 30 : Variations moyennes annuelles de l'indice des prix à la consommation par fonction de 2015 à 2021

	base 100 en 2014						
	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
I- Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	0,024	0,009	0,008	-0,075	-0,066	0,039	0,073
II- Boissons alcoolisées, tabac et stupéfiants	-0,018	0,007	0,006	0,269	0,026	0,002	0,047
III- Articles d'habillement et chaussures	0,000	0,001	0,001	-0,015	0,008	0,000	0,001
IV- Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles	0,030	-0,007	-0,003	-0,179	0,011	-0,015	0,021
V- Meubles, articles de ménage et entretien	-0,006	-0,002	0,003	0,029	0,002	0,001	-0,001
VI- Santé	0,001	0,003	0,000	-0,010	0,001	0,000	0,002
VII- Transports	-0,020	-0,041	-0,014	-0,069	0,019	-0,005	-0,004
VIII- Communication	-0,002	0,000	0,000	0,749	-0,122	0,002	0,000
IX- Loisirs et culture	0,005	0,004	0,001	0,064	-0,022	-0,001	0,001
X- Enseignement	0,028	0,004	0,005	-0,051	0,017	0,021	0,015
XI- Restaurants et hôtels	-0,007	-0,002	0,037	-0,115	0,019	0,003	0,008
XII- Biens et services divers	0,001	0,001	0,003	-0,048	0,005	0,001	0,002
Ensemble	0,010	-0,003	0,004	-0,026	-0,031	0,018	0,039

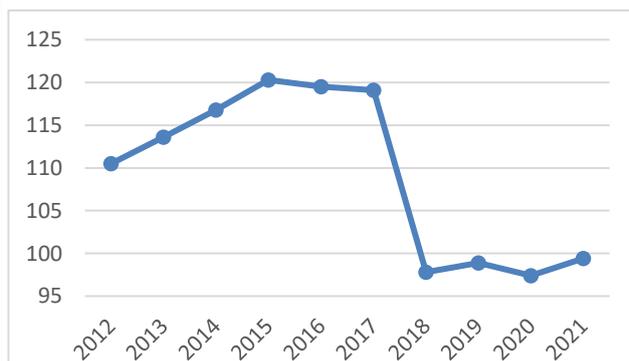
Graphique 51 : Evolution de l'indice harmonisé des prix à la consommation



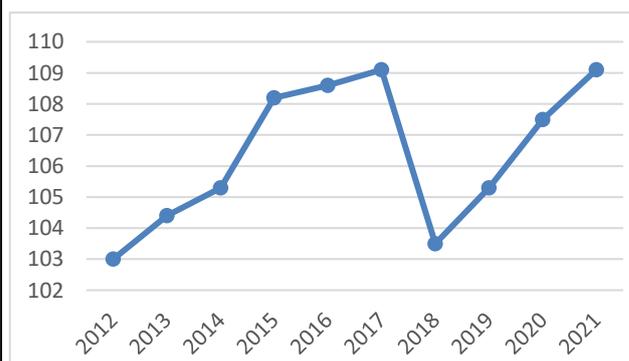
Graphique 52 : Evolution de l'indice des prix des produits alimentaires



Graphique 53 : Evolution de l'indice des prix du logement, eau, gaz, électricité



Graphique 54 : Evolution de l'indice des tarifs de l'enseignement



7.2.5 Abattage et Transformation du bétail

Point saillants :

- Légère baisse de 0,5% du nombre de carcasses contrôlées dans les abattoirs ;
- Baisse de 7,5% des ventes moyennes journalières à l'abattoir de Ouagadougou.

Commentaires :

En 2021, au total 2,2 millions de carcasses toutes espèces confondues ont été contrôlées dans les différents abattoirs et aires d'abattage au Burkina Faso. Cet effectif est en légère baisse de 0,5% comparativement à l'année précédente. Les carcasses contrôlées sont constituées à 54% de caprins, 18% à la fois d'ovins et de bovins contre respectivement 57,1%, 16,8% et 14,6% en 2020. Les espèces bovines et ovines augmentent respectivement de 20,4% et 5,3%. Cependant, les abattages de caprins et de porcins connaissent des baisses respectives de 5,8% et 11,1% par rapport à 2020.

Comparé à l'année 2012, le nombre d'animaux abattus est en hausse de 16,4% avec un taux d'accroissement annuel moyen de 1,9%.

En moyenne 335 carcasses d'animaux (toutes espèces confondues) ont été vendues quotidiennement à l'abattoir de Ouagadougou au cours de l'année 2021, en baisse de 7,5% contre 15,6% précédemment. A l'exception des ovins dont la vente moyenne journalière a augmenté de 42%, celle des bovins, des caprins et des porcins ont respectivement baissé de 11,5%, 58% et 17% contre 10,6% ; 42,5% et 10% antérieurement.

A Bobo-Dioulasso, en moyenne 578 carcasses d'animaux ont été commercialisés par jour au cours de l'année 2021, en légère hausse de 1,4% comparativement à l'année précédente. Les quantités de bovins et de porcins sont en hausse respectives de 22,22% et 6,94% contre des baisses en ce qui concerne les ovins et caprins de 7,8% et 4,02%.

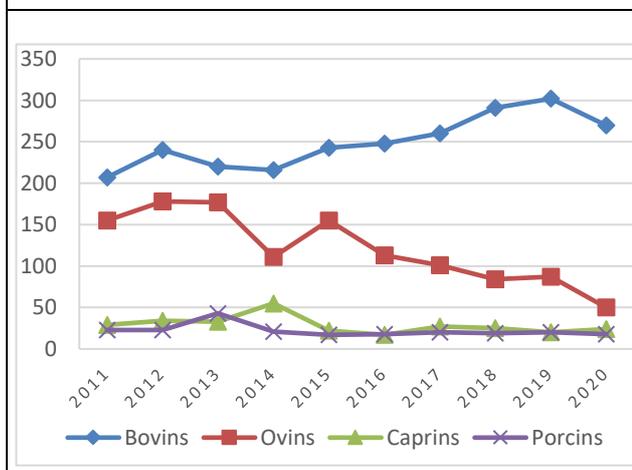
Source : - DGESS du Ministère de l'agriculture, des ressources animales et halieutiques

- Abattoir frigorifique de Ouagadougou
- Abattoir frigorifique de Bobo-Dioulasso

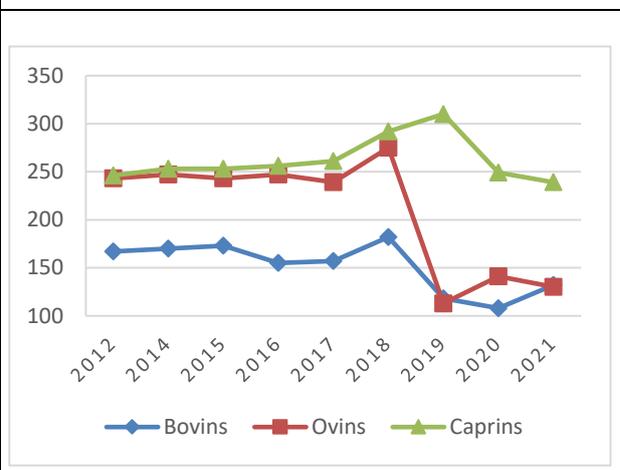
Tableau 31 : Evolution des abattages contrôlés par espèces (en carcasses) (en milliers)

	Valeur en 2021	Variation / 2020 (%)	Variation / 2012 (%)
Asins	24	20,0	37,1
Bovins	390,1	20,4	56,0
Camelins	1,6	0,0	128,6
Caprins	1191	-5,8	12,1
Equins	0,6	-33,3	200,0
Ovins	392,1	5,3	10,1
Porcins	206,6	-11,1	-0,7
Ensemble	2206	-0,5	16,4

Graphique 55 : Evolution des ventes moyennes par jour à l'abattoir de Ouagadougou selon les espèces (têtes)



Graphique 56 : Evolution des ventes moyennes par jour à l'abattoir de Bobo-Dioulasso (en carcasses)



8. L'ARTISANAT

Points saillants :

- Hausse de 55,3% du chiffre d'affaires du VAO ;
- 47,5% des ventes du VAO réalisées dans les ateliers ;
- Augmentation de 29,5% des commandes pour l'exportation.

Commentaires :

Au cours de l'année 2021, le VAO enregistre un chiffre d'affaires de 163,2 millions de F CFA, en hausse de 55,3% contre précédemment une baisse de 60%. L'analyse des ventes indique une hausse généralisée par catégorie, soit 71,7% en la salle d'exposition, 58,7% en atelier (guichet), 86,5% en commandes/locales et 29,5% en commandes pour l'exportation.

Les ventes en ateliers qui s'établissent à 77,6 millions de F CFA et représentent 47,5% des ventes totales contre 46,5% antérieurement.

Sur les dix dernières années, le chiffre d'affaires du VAO a connu une évolution à la baisse à partir de l'année 2014. Cette baisse est consécutive aux conséquences des différentes crises que le Burkina Faso traverse depuis 2014 (crise sanitaire/Ébola de 2014, crises socio-politiques de 2014 et 2015, crise sécuritaire/attaques terroristes depuis 2016, crise sanitaire liée au Covid-19). Elle s'explique également par le comportement de certains artisans qui ne déclarent pas et/ou minorent les montants exacts des ventes réalisées dans les ateliers.

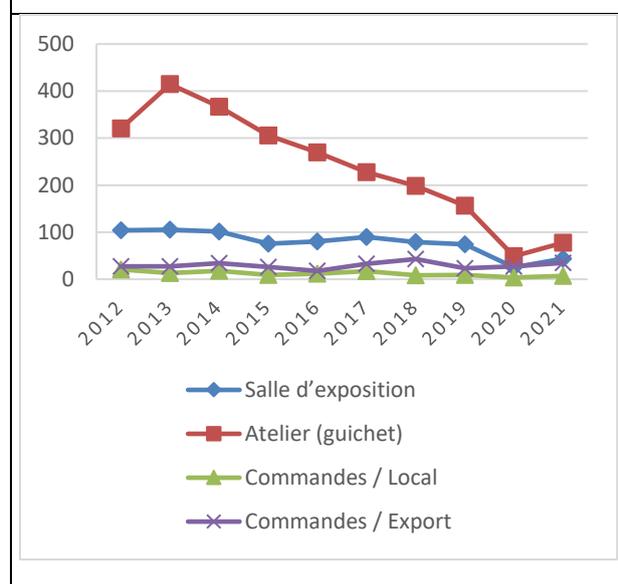
Aussi, la crise sécuritaire qui perdure depuis 2016, a eu pour conséquence de freiner « la destination Burkina » par les étrangers, principaux acheteurs des produits du VAO.

Source : Le Village artisanal de Ouagadougou

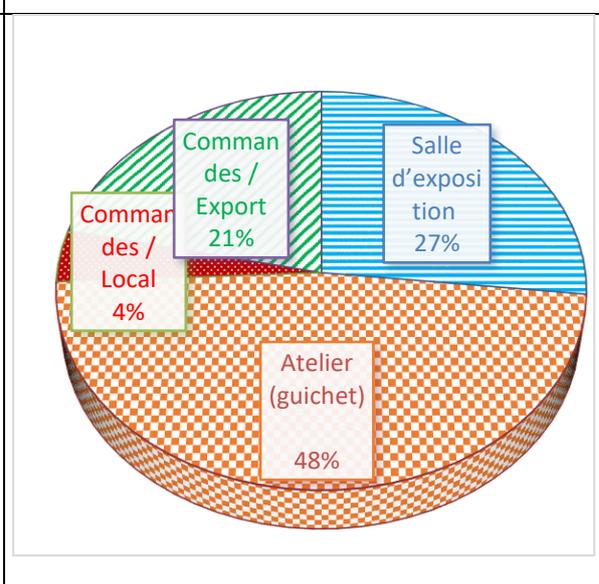
Tableau 32 : Evolution des ventes des produits artisanaux au VAO

	Valeur en 2021	Variation / 2020 (%)	Variation / 2012 (%)
Salle d'exposition	43,6	71,7	-58,1
Atelier (guichet)	77,6	58,7	-75,8
Commandes / Local	6,9	86,5	-66,8
Commandes / Export	35,1	29,5	26,7
Ventes totales	163,2	55,3	-65,5
Part artisans	143,6	52,4	-66,0
Marge de l'Administration	19,6	79,8	-61,3

Graphique 57 : Evolution par type de ventes des produits artisanaux au VAO



Graphique 58 : Répartition des ventes des produits artisanaux au VAO en 2021



Annexes

Glossaire des termes utilisés

Abattages contrôlés :

Ensemble des animaux de toutes espèces qui sont abattus dans les abattoirs et aires d'abattages et dont les carcasses sont présentées aux agents inspecteurs du Ministère en charge de l'élevage et de celui en charge de la santé humaine impliqués à cette tâche. Cette procédure vise essentiellement à satisfaire aux normes de sécurité alimentaire.

Asins :

Ensemble des animaux communément appelés « ânes ».

Balance commerciale :

Compte qui retrace la valeur des biens exportés et la valeur des biens importés. Pour établir la balance commerciale, la comptabilité nationale procède à l'évaluation des importations et des exportations de biens à partir des statistiques douanières de marchandises. Si la valeur des exportations dépasse celle des importations, on dit qu'il y a excédent commercial ou que la balance commerciale est excédentaire ; si les importations sont supérieures aux exportations, le pays a un déficit commercial ou que la balance commerciale est déficitaire.

Bélier :

Ovin mâle entier de plus de 15 mois ayant au moins deux (02) dents adultes.

Bouc :

Caprin mâle entier de plus de 15 mois ayant au moins deux (02) dents adultes.

Bovins :

Ensemble de ruminants de grande taille appelés communément « bœufs ».

Camelins :

Ensemble des animaux communément appelés « chameaux ».

Canins :

Ensemble des animaux appelés communément « chiens ».

Caprins :

Ensemble des animaux appelés communément « chèvres ».

Chèvre :

Caprin femelle de plus de 15 mois. C'est une femelle ayant commencé sa carrière de reproduction.

Chiffre d'affaires :

Montant total des ventes réalisées au cours d'une période donnée (jour, mois, trimestre, semestre, année, etc.).

Entreprise individuelle :

Entreprise non financière qui n'a pas la forme juridique de société. Elle appartient généralement à un individu ou à une famille et ne possède pas de personnalité juridique distincte de celle de la personne physique de son exploitant.

Entreprise :

Unité économique, juridiquement autonome, organisée pour produire des biens ou des services pour le marché.

Une entreprise peut avoir plusieurs établissements.

Etablissement :

Entreprise ou partie d'entreprise située en un lieu unique et dans laquelle une seule activité de production (non auxiliaire) est exercée, ou dans laquelle la majeure partie de la valeur ajoutée provient de l'activité de production principale.

Indicateur du développement humain (IDH) :

Indicateur composite mesurant les résultats moyens obtenus au niveau de trois dimensions fondamentales du développement humain : une vie longue et en bonne santé, la connaissance et un niveau de vie décent.

Indice harmonisé des prix à la consommation (IHPC) :

Mesure l'évolution moyenne des prix des biens et services consommés par les ménages entre deux périodes. Il s'agit d'un indice de type Laspeyres calculé mensuellement. L'indice annuel est une moyenne simple des indices élémentaires mensuels. Il est dit harmonisé car sa méthodologie est commune à tous les pays de l'UEMOA.

Indice de prix de production de l'industrie (IPPI) :

Mesure l'évolution des prix de transaction des biens et services industriels (biens fabriqués ou transformés et services industriels fournis ou sous traités) des unités industrielles résidentes au Burkina Faso. Il s'agit d'un indice de type Laspeyres, calculé en base mobile conformément aux nouvelles recommandations internationales des nations unies. L'indice est produit à un rythme trimestriel, sa publication est harmonisée à tous les pays de l'UEMOA.

Investissements directs étrangers (IDE) :

Achats de titres d'entreprises par des agents non-résidents afin d'obtenir "un intérêt durable et la capacité d'exercer une influence dans la gestion". Ils peuvent prendre la forme d'une création d'entreprise, du rachat d'une entreprise existante, ou encore d'une simple prise de participation dans le capital d'une entreprise, à condition que cela permette d'obtenir un pouvoir de décision effectif dans la gestion.

Prix constants :

Prix en valeur réelle c'est-à-dire corrigés de la hausse des prix par rapport à une donnée de base ou de référence.

Prix courants :

Prix tels qu'ils sont indiqués à une période donnée, ils sont alors dits en valeur nominale.

Produit intérieur brut (PIB) :

Agrégat représentant le résultat final de l'activité de production des unités productrices résidentes. Il peut se définir de trois manières :

- le PIB est égal à la somme des valeurs ajoutées brutes des différents secteurs institutionnels ou des différentes branches d'activité, augmentée des impôts moins les subventions sur les produits (lesquels ne sont pas affectés aux secteurs et aux branches d'activité) ;
- le PIB est égal à la somme des emplois finals intérieurs de biens et de services (consommation finale effective, formation brute de capital fixe, variations de stocks), plus les exportations, moins les importations ;
- le PIB est égal à la somme des emplois des comptes d'exploitation des secteurs institutionnels : rémunération des salariés, impôts sur la production et les importations moins les subventions, excédent brut d'exploitation et revenu mixte.

Productivité du personnel :

Rapport entre la valeur ajoutée et l'effectif du personnel. Il mesure la part de richesse créée par chaque salarié et permet d'apprécier le niveau de compétitivité de l'entreprise.

Produit intérieur brut par tête :

Rapport entre le PIB et l'effectif de la population.

Société à responsabilité limitée (SARL) :

Société dont la responsabilité est limitée aux apports, et les parts détenues dans le capital ne sont pas librement cessibles. Il faut l'accord de tous les associés.

Société anonyme (SA) :

Société dont le capital est divisé en actions et qui est constituée entre des associés qui tirent les profits ou supportent les pertes à concurrence de leurs apports.

Société d'économie mixte (SEM) :

Société anonyme dont le capital est majoritairement détenu par l'État ou par des collectivités locales telles que la commune, la région, que ce soit directement ou par l'intermédiaire d'établissements publics et pour partie par des partenaires économiques et financiers privés.

Société financière :

Société ou quasi-société dont la fonction principale consiste à fournir des services d'intermédiation financière (intermédiaires financiers) et/ou à exercer des activités financières auxiliaires (auxiliaires financiers).

Société non financière :

Société ou quasi-société dont la fonction principale consiste à produire des biens et des services marchands non financiers.

Société :

Entité juridique, créée dans le but de produire des biens ou des services pour le marché, qui peut être une source de profit ou d'autres gains financiers pour son ou ses propriétaires. Elle est la propriété collective de ses actionnaires, qui ont le pouvoir de désigner les administrateurs responsables de sa direction générale.

Les sociétés exercent leurs activités sous de nombreuses formes juridiques dont les plus fréquentes sont : société, société par action, société de capitaux, société en commandite simple, société de personnes à responsabilité limitée, entreprises publiques, entreprises privées, etc.

Taux d'accroissement naturel de la population :

Différence entre le taux brut de natalité et le taux brut de mortalité. Il mesure l'augmentation d'une population au cours d'une période donnée du fait uniquement des naissances et des décès.

Taux d'inflation :

Indicateur qui mesure l'évolution moyenne des prix des biens et services consommés par les ménages. Il est mesuré à travers l'IHPC.

Taux de pression fiscale :

Indicateur représentant le rapport entre le montant des recettes fiscales et le PIB nominal dans une économie. Il définit l'importance relative des prélèvements obligatoires dans l'économie nationale et traduit l'effort de recouvrement des recettes de l'Etat pour faire face à ses charges.

Valeur ajoutée :

Différence entre la production et les consommations intermédiaires. Il s'agit du solde du compte de production.

La valeur ajoutée peut être évaluée nette de la consommation de capital fixe.

Equipe d'élaboration du tableau de bord statistique

Nom et prénom (s)	Fonction	Contacts
GUIGMA / NABI Rakiata	Directrice Générale des Etudes et des Statistiques Sectorielles	nrakiata@yahoo.fr 70 93 79 99 / 76 53 30 55
COMPAORE Serge Eric	Directeur des Statistiques Sectorielles	sergeericompaore@yahoo.fr 70 74 60 70 / 78 10 04 93
KAMBOU Siébou	Chef de Service de la collecte de données	kambousiebou@gmail.com 70 48 51 50 / 77 80 32 11
GONGO Mahamoudou	Chef de Service de la production des statistiques	gongomahamoudou3@gmail.com 70 33 65 03 / 78 13 72 83

© *Direction générale des études et des statistiques sectorielles (DGESS)*